

## S o m m a i r e

### TRAVAIL

#### DE GROUPE

-:-

Septembre  
1956

1.- La Russie dans l'histoire mondiale et la grande révolution (Compte-rendu des réunions de Bologne, Naples et Gênes) (2ième partie)

2.- La révolution chinoise (Compte-rendu de réunion de groupe) (1ère partie)

3.- La révolution russe (Compte-rendu de réunion de groupe.

-:-:-:-:-:-:-:-:-:-:-

### AVANT-PROPOS

Ce que nous avons pris l'habitude d'appeler "la question russe", c'est à dire l'appréciation historique et sociale de la révolution d'Octobre et l'ensemble des controverses qu'elle a soulevées, n'a cessé de préoccuper nos petits groupes et les a quelques fois placés en face de problèmes complexes, surtout lorsqu'il s'agissait non pas seulement de démasquer la falsification stalinienne dans ses aspects les plus frappants mais encore de réfuter les théories soit-disant "nouvelles" qui prétendent, sur les ruines de la dégénérescence opportuniste des forces liées à Moscou, enrichir l'expérience du mouvement prolétarien international et jeter les bases d'un renouveau de combativité révolutionnaire.

Grâce à l'abondance de textes de parti consacrés durant ces dernières années à l'étude historique de la révolution russe, nous disposons aujourd'hui d'un matériel suffisant pour répondre à toutes les remises en cause du marxisme, particulièrement aux plus insidieuses, celles qui prétendent le "renouveler" ou le "compléter". Il nous est maintenant possible de les affronter, non pas sous la forme de polémiques académiques et stériles mais comme aspect pratique de la tâche de restauration qui s'impose en matière de théorie et de principes d'action du mouvement communiste international.

Pour participer à cette tâche nous avons commencé par étudier et résumer en réunions de groupe le matériel théorique du parti. Notre précédent fascicule était consacré à la préparation de la première de ces réunions et, dans ce but, reproduisait l'exposé des réunions de Bologne, Gênes et Naples, qui résume l'ensemble du matériel dédié à la révolution d'Octobre et à l'analyse de la structure de l'actuelle Russie. On trouvera aujourd'hui la seconde partie de cet exposé qui doit servir de base à l'étude de la seconde période de l'épopée russe débutant avec le succès de l'insurrection d'Octobre. Les notes qui l'accompagnent sont bien moins volumineuses que celles que nous avons rédigées à la lecture du premier exposé mais c'est parce que nous aurons longuement à revenir sur ses points essentiels. D'autre part le compte-rendu des réunions de Bologne, Gênes et Naples étant ainsi tronqué en deux fascicules, nous avons l'intention de pallier de la façon suivante à cet inconvénient: la première partie, déjà communiquée, sera à nouveau





LA RUSSIE DANS L'HISTOIRE MONDIALE, DANS LA GRANDE REVOLUTION  
ET DANS LA SOCIETE CONTEMPORAINE

-:-:-:-

- I I -

-1.- Totalité inexorable de la révolution politique.-

Quand le gouvernement provisoire bourgeois-menchevick-populiste fut renversé le 23 octobre ( 7 novembre, nouveau style) 1917, et que fut réalisée la conquête du pouvoir politique, la question des tâches à accomplir par cette révolution tout à fait originale dans l'histoire, se posa dans toute son ampleur. Les historiens idéalistes se plaisent à identifier la révolution d'Octobre avec un très bourgeois "coup de téléphone" de Lénine, mais nous ne nous arrêterons pas à une telle banalité à laquelle on pourrait donner une digne suite avec l'hypothèse jetée aujourd'hui en pâture au million de conformistes: un autre coup de téléphone - celui de Staline - et on construit le socialisme. On ne dit pas à une révolution les tâches à accomplir: c'est elle qui les pose. Personne, à ce moment-là, ne pensait à "mettre en vigueur le communisme": la succession des faits historiques est bien différente.

Pour la clarté de l'exposé, nous distinguerons ici comme tête de chapitre, les tâches politiques, les tâches politico-militaires, et enfin les tâches économico-sociales.

Une première tâche se présente: l'intégration, l'achèvement de la révolution. Pour ce qui est du rapport des forces politiques il ne se présente qu'une alternative à une révolution: tout ou rien. Une seconde tâche (dans la réalité elles se présentent comme inséparables, l'une dans l'autre) réside dans la lutte pour anéantir la guerre internationale - la "guerre nationale", disent bourgeois et conciliateurs. La troisième consiste à repousser la vague terrible de vingt contre-révolutions: c'est la guerre civile. Ces tâches, non encore "économiques" au sens absolu du mot, occupèrent les deux premières, une année, et la troisième, au moins deux ans encore, sans compter la première année de la révolution.

Lorsque le parti communiste va au pouvoir, après la phase de conquête "pacifique" du Soviet, et après celle de l'insurrection armée, les partis bourgeois et opportunistes sont mis hors-la-loi, mais deux choses subsistent: le bloc de gouvernement avec les socialistes-révolutionnaires de gauche, les élections en cours pour la Constituante, à laquelle il faudrait, théoriquement, attribuer le pouvoir. Par bonheur les bolchevicks <sup>ne</sup> trouvent en minorité et, le 19 janvier 1918, Lénine doit ordonner à un peloton de fusilliers marins de disperser cette assemblée ( et c'est là la force de Lénine: une force de parti; pour prendre cette décision, il n'a eu aucune difficulté avec la théorie, aucune contradiction de principe à surmonter). Le Troisième Congrès Pan-russe des Soviets, peu de jours après se déclare dépositaire du pouvoir et nomme le Comité Exécutif permanent ( ce n'est ni parlementaire ni anti-parlementaire: c'est la négation historique du parlement, c'est l'affirmation de la dictature de classe contre la fiction de la joute courtoise entre les classes). Ce comité désigne le Conseil des Commissaires du Peuple qui est le gouvernement. Le mot peuple nous prouve qu'on n'ignore pas, alors, qu'il ne s'agit pas de révolution prolétarienne "pure", même au point de vue social.

Dans ces trois organismes figurent les "S.R." de gauche. On les expulsera ( encore une fois, décision prise sans difficulté ni contradiction avec la théorie, non décidée par la volonté des chefs mais imposée par l'histoire) lors de la réalisation de la deuxième tâche: la liquidation de la guerre nationale.

Puisqu'il nous faut suivre la haute "fonction" doctrine-histoire, la chronologie n'est pas de rigueur. Tout de suite après Brest-Litovsk, les S.R., qui exprimaient jusqu' alors le bloc des paysans avec la révolution, rompent brutalement: en mars 1918 ils étaient sortis du gouvernement; en juillet ils dénonçaient les bolchevicks comme des ennemis, assassinent Mirbach, l'ambassadeur d'Allemagne, pour déchaîner contre ce pays la guerre nationale. Ils s'insurgent en armes à Moscou, tandis que sur les autres fronts apparaissent les Allemands et les premières armées contre-révolutionnaires. Le 30 août ils tireront un coup de revolver sur Lénine, et tueront le grand canarade Uritsky.

C'est l'heure dans laquelle - et que crèvent les partisans de la feuille de vigne? - la révolution devient intégralement elle-même: la Dictature du Parti se complète par la Terreur du Parti. Avant que les nombreux ennemis de la révolution marquent d'autres avantages, le 17 juillet, la famille impériale est exécutée. La bourgeoisie mondiale, oubliant ses propres origines (1) crie au scandale avec ses laquais à la Kautsky, à cause de la formation de la police rouge, du système des otages de classe et des représailles sur les "innocents". Mais pour les marxistes, y-a-t-il des "coupables" dans l'histoire? Non. De même qu'il n'y a pas de gens à qui la société doive tout, ni de thaumaturge.

Les grandes questions de la Dictature et de la Terreur sont résolues, encore une fois, d'une façon prévue et connue de tout marxiste. L'enthousiasme des révolutionnaires du monde entier monte comme une marée.

## -2.- Liquidation de la guerre impérialiste.-

D'avril à octobre, pour expliquer leur conséquente et puissante formule historique de la révolution russe, les bolchevicks ont invoqué la situation internationale, la guerre impérialiste. Il s'agit d'une révolution bourgeoise, antiféodale; qu'elle interesse le prolétariat, on le sait, pour peu que l'on connaisse "l'A.B.C. 1848"(2). Dans cette situation de capitalisme naissant(3), il y a alliance ouverte, lutte

---

(1) Allusion à l'exécution de Louis XVI ordonnée comme un défi par la Convention, au moment où les armées de la contre-révolution monarchique menaçaient de détruire Paris.

(2) Ce soutien de la révolution antiféodale par le prolétariat est largement énoncé dans les textes marxistes, depuis 1848, et notamment dans le "Manifeste".

(3) L'introduction du capitalisme, selon le déterminisme historique, s'avère socialement utile, bénéfique: il augmente d'une manière irremplaçable la productivité du travail et l'intensité de la consommation, il impulse avec énergie la capacité révolutionnaire du prolétariat. Dans "Deux tactiques" Lénine explique combien le capitalisme est nécessaire en Russie pour le prolétariat auquel, dit-il, il serait plus profitable qu'à la bourgeoisie.

commune, solidarité, non seulement pour le renversement de la servitude féodale et de l'absolutisme, mais encore pour la fondation de l'Etat national et les guerres menées dans ce but. Au moment où éclate la révolution russe, il y a dans le monde un capitalisme parasitaire, développé à un point tel qu'il n'est plus le stimulant de l'économie productive, mais au contraire son frein, provoquant des guerres qui ne sont plus des guerres d'instauration de formes modernes et meilleures, mais de pures guerres de brigandage et de rapine.

Dans ce cas, s'il est nécessaire d'oeuvrer à une révolution anti-despotique qui doit rester dans la phase capitaliste, on ne peut admettre une adhésion à la guerre de la bourgeoisie, une solidarité qui se manifesterait non pas seulement dans la guerre civile (anti-tsariste) mais aussi dans la guerre extérieure.

En termes crus - nous ne nous laisserons pas de le dire - le prolétariat se charge de faire la révolution bourgeoise, et dans cette révolution, il se charge de guider la paysannerie, mais il ne s'allie pas aux partis petit-bourgeois; il tend à prendre tout le pouvoir contre la bourgeoisie locale, contre ~~ses~~ tous ses alliés opportunistes et contre ses complices internationaux.

Pour terrible que soit cette tâche, la bolchevisme l'assume. Un bref appel aux négociations: les Alliés se taisent; tout de suite offre unilatérale aux Allemands qui menacent la frontière.

Première délégation Toffé en décembre 1917. Conditions inacceptables. Seconde délégation Trotsky en janvier 1918: les conditions sont dures et comportent des annexions de territoire. Trois formules. Lénine (ennemi féroce des annexions forcées): accepter, signer la paix. Boukharine: guerre révolutionnaire aux Allemands. Trotsky: ni paix, ni guerre, ne pas signer. Le Congrès des soviets est pour cette dernière thèse. La délégation se retire sans signer de traité. Le Congrès du Parti approuve, condamnant les "communistes de gauche" de Boukharine: comme il a été dit plus haut, le parti communiste rompt avec les S.R., ses derniers alliés.



Le Parti est seul. La guerre est liquidée.

Il suffira de souligner ici quelques aspects d'un événement aussi important. Notons seulement que la Gauche révolutionnaire du Parti Socialiste Italien fit siennes toutes les positions d'Octobre: conquête du pouvoir, dictature, dispersion de la Constituante, rupture avec les S.R., stratégie terroriste. Il suffirait pour s'en rendre compte de disposer d'une série de "L'Avanguardia", journal des Jeunesses Socialistes de l'époque, avec les commentaires dont l'enthousiasme montait de semaine en semaine. Dans "l'Avanti", un article de même origine, inconditionnellement acquis à la thèse de Lénine et intitulé "La révolution russe dans une phase décisive", s'applique à combattre les incertitudes des camarades qui trouvent la position bolchevique trop "droitière", trop conciliante.

A tant de distance un autre commentaire: dans la littérature politique officielle du stalinisme, Trotsky est accusé d'avoir joué le rôle à cette époque d'un "agent de l'impérialisme allemand". Ce fut évidemment Lénine qui eut le plus droit à cet ignoble reproche bourgeois, sur lequel les révolutionnaires de l'époque étaient parfaitement édifiés. Mais il avait prévu la conséquence qu'aurait la décision russe sur les événements futurs et sur l'écroulement allemand, qui n'aurait pu se produire sans que soit ainsi mise en évidence l'opposition absolue entre l'attitude de l'impérialisme germanique et celle de la révolution russe, contre laquelle se déchainaient au même moment les impérialistes de l'autre camp.

### 3.- Ecrasement des contre-révolutions.-

Après le tournant décisif succède alors une autre terrible phase de luttes, de combats et de guerres, menés dans le but de défendre le pouvoir conquis. Les difficultés ne sont pas seulement militaires et techniques: l'économie, la production déchoient de plus en plus, elles descendent au-dessous du désastreux niveau de l'époque tsariste et au-dessous du niveau qu'elles ont connu au moment du gouvernement provisoire. La famine et les épidémies régissent sur de vastes territoires, ainsi que la disette dans les villes; les armes, les munitions, les uniformes: tout fait défaut.

On se bornera ici à dresser le tableau sommaire des fronts d'attaques contre-révolutionnaires et de contre-attaque bolchevique.

Déjà le III<sup>e</sup> Congrès, en janvier 1918, se déclare en guerre avec la Rada d'Ukraine, liée aux Allemands, et avec les forces militaires que commandent les ex-généraux tsaristes: Alexiev (Sud-Est), Kalédine (Don), Kornilov (Kouban). Mais d'autres fronts "surgissent": en Avril les Japonais à Vladivostock; en mai l'offensive Mannerheim en Finlande; sur la Volga, la révolte des tchèques. En juin, les "Blancs" (c'est à dire les tsaristes) menacent Tzaritsine. En août les Alliés débarquent à Arkangel. A travers la Perse, les Anglais marchent sur Bakou. Les Américains pénètrent en Sibérie. Novembre: l'escadre alliée mouille dans la mer Noire. A Jassy, en Roumanie, les Blancs proclament le général Dénikine dictateur de la Russie; Koltchack prend le pouvoir dans l'Oural, renversant le "gouvernement de la Constituante" qu'avaient formé les bourgeois et les opportunistes. Décembre: les Français débarquent à Odessa.

1919 sera l'année des contre-attaques. Déjà après l'armistice et la chute de la monarchie allemande, les bolchevicks annulent le traité de Brest-Litowsk et abattent, en Ukraine, l'hetman Skorodpasky, l'homme des Allemands.

En mars 1919 Koltchack avance encore, passant l'Oural. Les Français occupent Odessa, mais en avril ils l'évacuent. En mai, l'Armée Rouge repousse Koltchack, mais par contre, Youdenitch la créature des Anglais menace Léningrad. Il en est rejeté mais s'empare de Karkov en Ukraine. En décembre la décomposition mine les trois armées de la contre-révolution. Elles sont ratisées par les Rouges énergiquement et sans pitié. En février 1920 Koltchack livré par les Français, est exécuté.

Mais 1920 est l'année de la guerre russo-polonaise qui suscita en vain tant d'illusions. L'Esthonie, la Lithuanie, et la Pologne soutenues par la France et l'Angleterre, se disposent à envahir la Russie: la première, seule, accepte la paix. En mai, dans le Sud, le baron Wrangel forme une nouvelle armée blanche, après la chute de Dénikine, et avance en Crimée. En juin l'offensive polonaise est repoussée. Djoukachewsky conduit les Rouges à Vilna, à Brest et jusque sous Varsovie, mais la manoeuvre défensive guidée par le général français Weygand, brise le cercle rouge, et, en septembre, le plan qui visait à frapper au coeur de l'Europe, échoue; la paix avec la Pologne est signée. En novembre Wrangel est, à son tour, battu. La Géorgie et l'Arménie, désormais sont Rouges. La guerre civile est finie; en mars 1921 éclate une révolte de la garnison de Cronstadt, rapidement étouffée, et dont les causes sont aujourd'hui encore, peu claires. La

Russie toute entière, mais seulement quatre années après la victoire d'Octobre, est finalement contrôlée par le parti communiste.

Jusque là la question: que doit faire le parti arrivé au pouvoir ? n'a eu au fond, qu'une seule réponse: combattre pour ne pas le perdre!

#### 4. - Le tragique chemin de la révolution européenne -

Bien que la thèse dont nous avons ici résumé le développement nous presse vers les questions économiques, il reste encore à examiner un aspect politique fondamental du grand destin de la révolution russe: celui qui touche à l'Internationale prolétarienne,

En substance il n'y avait "rien à faire" pour transformer socialement la Russie, d'abord parce que la guerre civile n'en avait pas laissé le temps, ensuite parce qu'on savait déjà ce qu'il fallait faire au-delà de l'appui à la germination des formes capitalistes que le prolétariat avait libérées des entraves féodales: il fallait s'appuyer sur le mouvement du prolétariat international pour la liquidation de la guerre, pour la révolution socialiste. C'était là le point central de la perspective de Lénine et qui s'identifiait avec la perspective de dégager la Russie de l'engrenage impérialiste.

Des mouvements contre la guerre, en dépit de la trahison de tant de chefs socialistes, il n'en avait pas manqué dans tous les pays d'Europe, et la tournure que prenaient les événements à mesure qu'approchait la fin de la guerre en laissait pressentir de plus vastes. Hélas la révolution ne peut simplement surgir de la lassitude et de l'aspération, elle a besoin du combat pour la défense et la continuité de la ligne de classe que la trahison de 1914 avait rompue sur quasi tout le front mondial.

Les épisodes les plus radicaux de l'après-guerre restent: celui du mouvement spartakiste, à la fin de 1918 en Allemagne, qui fut battu par le gouvernement de la jeune république bourgeoise-social-démocratique; celui des grandes actions de masse en Italie en 1919 et 1920, étouffées dans l'orgie démoparlementaire dans laquelle tombèrent même les chefs socialistes qui se vantaient de ne pas avoir accepté la guerre; enfin ceux des éphémères tentatives de Hongrie et de Bavière qui, après quelques brefs succès, succombèrent sous la répression bourgeoise.

L'Inter nationale Communiste, invoquée dès 1914 par Lénine fut fondée au premier Congrès de Moscou dès 2-4 mars 1919. Elle fut consolidée par le Second Congrès des 21 juillet-6 août 1920, qui définit la base théorique et organisative, peut-être en retard déjà, sur la vague révolutionnaire.

Après ce Congrès, et dans les années qui suivirent, il devint toujours plus évident que malgré la grande victoire du prolétariat en Russie, l'opportunisme d'Occident conservait encore une emprise considérable sur la classe ouvrière, et que le mal subi par le mouvement ouvrier en 1914 ne pouvait avoir une aussi rapide guérison.

La question de l'attitude à prendre devant une telle situation, ainsi que les divergences qui surgirent avec les groupes de Gauche, et spécialement avec le parti communiste d'Italie, fondé en 1921, feront l'objet du prochain rapport de notre future réunion (I), sur la base de l'appréciable documentation dont nous disposons: on verra clairement alors comment notre totale adhésion à la perspective de Lénine et des Russes de cette époque sur les voies de la révolution en Russie fit place à un ouvert désaccord lorsqu'il fut question de la stratégie de la révolution européenne qui, pour des raisons bien évidentes - le degré de déve-

(I) - Voir notamment la préface de "Dialogue avec Staline", et le "Dialogue avec les morts".



loppement des formes sociales étant tout autre - ne devait pas emprunter les mêmes voies "d'invitation" aux classes et aux partis non-prolétariens. A ce moment-là fut dénoncé par la Gauche le péril de dégénérescence que comportait, pour l'Europe, une telle position, et que l'avenir, hélas, ne devait que trop confirmer .

Avant de passer à la partie économique et sociale, dans les trois phases où nous devons l'étudier, nous voulons rappeler encore l'évaluation qui fut faite après la période du "communisme de guerre" et les réponses qui furent données aux trois questions: quel est le cours de la révolution internationale ? Devons-nous nous attendre à une longue stabilisation du régime capitaliste ? Dans un tel cas quelle est la tâche du parti et du pouvoir rouge ?

C'est à ce propos en effet que surgit le problème que nous discutons aujourd'hui. Jusqu'à 1924 nous savions tous, quoiqu'il en soit de la campagne de faux systématiquement organisés qui a suivi, qu'une seule question se posait: comment peut-on susciter la révolution allemande et occidentale ? Mais c'est à partir de 1926 que se pose impérativement le problème de la position à prendre dans l'hypothèse où viendrait à faire défaut le soulèvement de la classe ouvrière en Europe, attendu en vain depuis neuf bonnes années.

Sur cette question l'opposition des points de vue éclairés avec une évidence particulière dans la réunion de l'Exécutif élargi de l'Internationale qui eut lieu en novembre 1926, et qui avait été précédée par une réunion identique en février. Avant de traiter de la société russe sous son profil économique dans ses diverses phases, nous nous arrêterons sur ce point, parce que le débat était alors le même qu'aujourd'hui, que les problèmes y furent clairement posés, et enfin parce qu'il est beaucoup plus facile pour tous, maintenant, de vérifier la confirmation de l'orientation marxiste, intégrale et orthodoxe.

5. - L'insurmontable alternative historique de 1926 -

Nous utiliserons - et nous y reviendrons plus abondamment en temps opportun - trois discours: Staline, Trotsky, Zinoviev, ainsi qu'un quatrième, étrangement expressif, bien qu'il ne fut qu'une imitation servile: celui de l'Italien Ercoli. On sait que les divergences russes s'étaient manifestées plus tôt: déjà au temps de Lénine il y avait "l'opposition ouvrière"; en 1924 Trotsky était déjà en pleine opposition, mais sa voix n'était pas allée des Congrès du Parti à ceux de l'Internationale: liés à Staline, Kamenev et Zinoviev le combattaient sans pitié. En 1926, Zinoviev et Kamenev étaient passés dans l'opposition; grâce à l'intervention de quelqu'un qui connaissait bien les choses russes, ils se réconcilièrent avec Trotsky, malgré les violentes polémiques récentes. Mais c'était la première fois que se discutait au grand jour la "question russe" qui constituait pourtant, c'est évident, la plus importante question du communisme mondial: En février, comme nous l'avons vu en son temps, elle avait été escamotée.

Pour la première fois se pose la question: étant donné que la révolution européenne ne s'est pas produite, ne convient-il pas de rendre socialiste la seule Russie? C'est là la formule de Staline. Boukarine, qui comprendra plus tard - toujours trop tard - est de son côté.

Le premier désaccord se produit sur les faits eux-mêmes: jusqu'à 1924, tant que Lénine était vivant, cette divergence n'existait pas, car tout le monde était d'accord sur la tâche à accomplir et qui consistait à maintenir le pouvoir soviétique et à hâter la révolution en Europe; et personne ne voyait d'autre voie pour arriver au socialisme en Russie. En ce mois de novembre 1926 Staline et ceux qui le suivaient soutenaient au contraire, comme nous le savions déjà, que la thèse du "socialisme en un seul pays" (ainsi formulait-il maladroitement la thèse du "socialisme dans la seule Russie") aurait été énoncée par Lénine en 1915, en 1917,

et dans divers autres cas, après octobre.

La contradiction est complète et puissante. Aussi Staline n'avance-t-il encore sa thèse qu'avec prudence. Trotsky ne peut parler jusqu'à la fin, ayant perdu du temps pour se défendre contre des attaques personnelles bien connues; on l'interrompt parce qu'il a dépassé le temps qui lui était concédé. Reste le discours de Zinoviev, complet et, du point de vue théorique, impeccable. Pour la première fois, le conciliant, l'accommodant Zinoviev, sent qu'il a trop concédé, et il revient, en marxiste consommé, sur le plan des principes révolutionnaires, qu'il énonce sans hésiter et dans une démonstration de très grande efficacité. Il conclut en disant: "Nous ne sommes pas avec vous, gens de la majorité, nous ne pouvons pas accepter votre ligne, libérez-moi de la charge de Président de l'Internationale que j'ai assumée depuis tant d'années". Ce discours est une des meilleures choses du vieux compagnon de Lénine: il se repentira dans la forme par la suite, mais mourra plus tard pour sa ligne d'opposition, et, à son côté, irréductible accusé, il y aura l'autre marxiste Boukharine qui l'attaquait si durement à cette réunion de novembre....

Staline: Pose la question de l'édification du socialisme sur la base des seules forces internes de l'Union Soviétique. Puis il demande ce que cela signifie, et il l'explique: cela signifie la victoire des forces prolétariennes sur la bourgeoisie russe! Si cela n'était pas possible il faudrait quitter le pouvoir et devenir un mouvement d'opposition. Nous avons ici un déplacement complet de la question du plan économique au plan politique. La victoire politique, dit encore Staline, nous l'avons avec la dictature du prolétariat; ainsi nous avons la base politique pour nous acheminer vers le socialisme. Nous pouvons donc dès maintenant créer une base économique du socialisme, les nouveaux fondements économiques pour l'édification du socialisme".

Jusqu'à ce point Staline domine sa conversion théorique. Lénine avait défini "stupidité" la "construction du socialisme". Staline parle "d'édifier", non le socialisme, mais ses "bases économiques". La formule était encore acceptable.

En effet, en quoi consiste la "base économique" du socialisme? Tout simplement dans le capitalisme industriel.

Pour passer outre: nous nions que le socialisme s'édifie et qu'il pouvait surgir en Russie sans la révolution socialiste internationale. Nous ne nions pas qu'on pût édifier en Russie la base économique du futur socialisme qui y manquait auparavant, c'est à dire l'industrie capitaliste. En Russie, précisément, on construit le capitalisme, ce qui est clair et logique, et représente également, dans le sens historique, un fait révolutionnaire. Mais tout cela irait bien si l'on ne prétendait pas que les rapports économiques et sociaux qui ont vu le jour de 1926 à aujourd'hui sont exactement ceux d'une société socialiste.

Zinoviev. Son affirmation, basée surtout sur Lénine, que personne avant 1924 n'avait envisagé l'intégrale transformation socialiste dans la seule Russie, fut définitive. Il démontra que Staline lui-même avait affirmé une telle position. Fondée sur Marx, Engels et Lénine, sa reconstruction des thèses sur le caractère international de la révolution socialiste et sur l'inégal développement du capitalisme dans le monde est, dans toute sa ligne théorique, celle que nous avons jusqu'ici développée, c'est à dire la seule qui puisse être proposée. Pour terminer il définit également en toute clarté la question paysanne. L'alliance du prolétariat avec les paysans dans la révolution russe est autre chose que leur utilisation à des fins socialistes. Ces dernières il les revendique ensuite lumineusement pour la seule classe ouvrière salariée, et il démontre avoir toujours identifié la dictature de classe avec celle du parti, repoussant les accusations de libéralisme en matière d'organisation, et de fractionnisme. Sur la question de l'optimisme ou du pessimisme à propos de la révolution mondiale, il est non moins décisif; en fin de compte sa position devient celle que nous lui avons présentée tant de fois en vain: pour des révolutionnaires la manière de se diriger ne dépend pas des situations et ne tourne pas avec le vent.

Trotsky. Chez lui, la perspective de la révolution socialiste est encore plus décisive, ainsi que sa réfutation de l'expédient polémique "à la douzaine" qu'utilise Staline lorsqu'il dit: "alors il faut abandonner le pouvoir".

Nous, dit-il, nous n'admettons pas une stabilisation du capitalisme, si ce n'est en tant que flux précaire compris entre ses inévitables crises, et nous croyons en son écroulement. Dans combien de temps? Nous l'avons attendu de 1917 à 1926 alors qu'il semblait plus proche qu'aujourd'hui. Le parti prolétarien en Russie, bien qu'il ne se dissimule pas qu'il ne peut arriver seul à la révolution socialiste, défend le pouvoir révolutionnaire et peut, s'il le faut, le défendre pendant des dizaines d'années, en luttant contre les forces de la bourgeoisie mondiale et contre ses tentatives de reprendre le pouvoir en Russie. Trotsky pose une durée limite de 50 ans faisant courageusement rire les imbéciles de la majorité.

Au cours de la réunion de Gênes, que résume le présent texte, le relateur développa la prévision de Trotsky en illustrant le difficile problème de la prévision historique. Il ne craignit pas de dire que la troisième vague révolutionnaire était attendue alors avec raison. Depuis ce débat historique trente années sont passées et diverses autres inductions que nous avons faites et qu'il ne convient peut-être pas encore de risquer, convergent vers cette date de 1875 dans la prévision d'une troisième guerre mondiale et d'un nouveau cours prolétarien. Cela concorderait avec le long demi-siècle de délai auquel faisait allusion le discours de Trotsky.



Le mot de la fin. Ce commentaire de la discussion de 1926, tout entier orienté dans le sens de soutenir cette thèse brûlante selon laquelle il est possible d'effectuer un travail scientifique marxiste sur le futur, se terminera sur le discours d'Ercoli, qui voulut donner le coup de grâce à Trotsky que l'on venait de réduire au silence. Il attaqua le pessimisme opportuniste en affirmant qu'eux - les "centristes" comme nous les appelions - avaient une bien plus grande hâte de la révolution européenne et seraient bien plus prompts que nous à revenir sur la tactique de son déchaînement intraitable. Puisqu'Ercoli de 1926 n'était autre que le Togliatti de 1956, il sera divertissant de confronter ses paroles d'alors avec ses positions actuelles, que ce soit dans les faits ou dans les péroraisons. Il suffit de constater, maintenant que Trotsky est depuis des années exclu du mouvement communiste de toujours, que notre actuel Togliatti voit, pour la société italienne et européenne une perspective non pas de 50 ans mais de 500 ans, et au cours de laquelle ce n'est qu'une question de quelques années pour que le parti "communiste" participe à un gouvernement bourgeois aux côtés même de cléricaux, promettant pour ce demi-siècle et pour l'avenir ..... le respect intégral de la Constitution bourgeoise.

6. Economie de la première période. Le soi-disant "communisme de guerre".

De 1917 à 1921 le canon du fusil ne cessa de brûler dans les mains. Quelle fut la formule économique ? Il nous faudrait rappeler ici les innombrables épisodes qui jalonnent l'infatigable campagne que nous menons depuis 40 ans contre cette insidieuse affirmation: nous sommes allés en Russie pour "voir" ce que c'était que le socialisme. Le marxiste n'est pas comme Thomas qui voulait toucher la plaie du doigt pour être convaincu. Nous savons ce que sera le socialisme sans l'avoir vu et sans avoir la prétention de le voir. Nous avons également développé le thème suivant au cours de la réunion: la carte de militant n'est pas un billet de spectacle et on ne rembourse pas les places si la représentation n'a pas lieu.

Toutefois il était enthousiasmant à Moscou de voir que l'on ne payait ni le pain, ni le tramway, ni le train, de ne pas rencontrer de véritables commerces (aujourd'hui ils sont plus illuminés qu'à New-York) - sauf peut-être quelques vendeurs de pommes, de savoir qu'on ne paye pas de loyer (contre l'avis d'Engels!), et autres choses du même genre. Cette situation a souvent été décrite sous le nom de "communisme de guerre", en se référant évidemment à la guerre civile, étant donné que le conflit mondial était fini, pour la Russie, depuis quelques mois: car ici tout ce que nous disons concerne la période de 1920.

Faut-il entendre par "communisme de guerre" qu'il avait été reconnu possible d'adopter des mesures communistes immédiates qui, à un moment donné, se seraient révélées comme d'illusoires anti-

cipations ? Doit-on penser qu'après la première exaltation on ait commencé à mieux définir les véritables fondements économiques de la situation ? Pas du tout; le "communisme de guerre" n'est pas un fait spécifique de la Russie de 1917. Il est universel et ancien: il existait dans toute ville assiégée. De même que l'entretien de l'armée, particulièrement celui de l'armée moderne se fait suivant une formule non d'économie individuelle mais collective, et que le soldat, qui au Moyen-Age touchait la "solde", n'a pas, dans l'époque bourgeoise, de salaire, de même en temps de guerre et dans une cité assiégée, le rationnement prend la place du marché: les rats qu'on captuait à Paris en 1871 n'étaient certes pas cotés en bourse. Donc "communisme de guerre" non pas parce que les communistes étaient précisément au pouvoir et brûlaient de mettre Marx en pratique, mais parce que la Russie, réduite à un certain moment à un cercle de 200 kilomètres autour de Moscou, se trouvait dans le cas d'une ville assiégée. Il fallait que soldats et ouvriers puissent manger; des groupes d'ouvriers communistes, des militants du parti se répandaient donc dans la campagne et prenaient le blé, là où ils le trouvaient en laissant ou non un papier en guise de reçu. Dans la dernière guerre Hitler a fait à peu près la même chose, et sous une forme plus hypocrite les américains, qui fabriquaient du papier monnaie. La formule: "la guerre est la guerre" vaut bien l'autre: "je prends mon bien où je le trouve" (I).

#### 7. Deuxième période: la nouvelle période économique.

A la réunion de Naples, de même qu'à celle de Gênes, cette période fut traitée sur la base du texte du fameux discours de Lénine de 1921 sur l'impôt en nature, ainsi que sur celui de Trotsky sur le N.E.P et le capitalisme d'Etat.

Ces textes, ainsi que plusieurs autres, tendent à dénoter qu'il n'y a pas eu, selon l'expression courante, "rectification de tir" de la part des bolchevicks, mais qu'on applique au contraire des données et règles prévues depuis longtemps.

Le passage de la réquisition armée du grain à la fixation d'une redevance en nature que les paysans doivent verser à l'Etat n'exprime que la différence contingente entre deux situations. Une première situation où l'Etat doit pourvoir essentiellement à la défense militaire, même contre les ennemis de ce paysan qui travaille, sème et récolte, sans que les urgences de la guerre ne lui laisse le temps de donner tant d'explications, et la situation successive, où l'on est pas continuellement pris à la gorge par quelque catastrophe imprévisible, et dans laquelle l'Etat commence à faire comprendre au paysan que d'un côté il le paie, même si c'est avec des services civils et publics dont il a besoin, et de l'autre le laisse libre de vendre au grand jour ce qui excède sa consommation directe, comme il le faisait avant qu'existe l'insuppressible réseau des "spéculateurs"...insuppressible pour une révolution économique non encore socialiste, com-

---

(I) Ces deux expressions en français dans le texte.

me s'était le cas.

Lénine, aussi patient qu'explicite, trace le cadre historique avec des termes qu'il emprunte à un de ses écrits datant de 1918, donc immédiatement postérieur à la prise du pouvoir. Socialement, qu'était-ce donc que la Russie ? Nous y voilà !

Sans développer l'analyse complète, quelques points essentiels suffiront : une simple explication pour les impatientes. Le nom de "République Socialiste Soviétique" exprime la décision du pouvoir soviétique de réaliser le passage au socialisme, et ne signifie pas du tout que l'organisation sociale mise sur pieds par octobre 1917 soit socialiste (aujourd'hui il est clair que "Russie soviétique" ne signifie même plus la volonté de passage au socialisme).

La réalisation du capitalisme d'Etat aurait constitué un grand pas en avant, mais ce n'aurait pas encore été le socialisme. Lénine expose ensuite la fameuse série des éléments sociaux du macrocosme russe : économie paysanne patriarcale-naturelle ; 2°- petite production agricole mercantile ; 3°- capitalisme privé ; 4°- capitalisme d'Etat ; 5°-socialisme. Ainsi que Lénine l'établit la lutte ne se déroule pas entre les degrés 4 et 5 mais entre 2-3 d'une part contre 4-5 de l'autre. Le paysan se range du côté du capitalisme privé contre le capitalisme d'Etat et le socialisme.

Vient ensuite l'explication de la nature du capitalisme d'Etat avec l'exemple de l'Allemagne. Si nous totalisions disait Lénine, le pouvoir politique que nous détenons en Russie avec le très développé capitalisme d'Etat allemand, alors seulement nous serions sur la voie du socialisme. Mais ce n'est pas le cas, notre objectif est seulement un capitalisme d'Etat qui arrive - et la route sera longue - à ressembler à celui de l'Allemagne. Et Lénine montre qu'il en avait déjà dit autant en 1917.

L'Etat révolutionnaire russe ne peut donc pas empêcher le commerce privé des devises. Et la liberté des échanges, annonce Lénine, c'est la liberté du commerce, c'est le capitalisme. Il n'y a rien là qui doive nous faire peur.

Aux côtés des industries qui étaient déjà contrôlées par l'Etat, et en vue de passer à la gestion directe par l'Etat des plus grandes entreprises - c'est à dire d'arriver au grand capitalisme d'Etat, l'artisanat et la petite industrie sont encore tolérées, et il leur est permis d'accéder au marché libre, avec échange monétaire. Cela comporte-t-il le péril économique d'une réaccumulation de capital privé ? Certainement. Peut-on affronter ce risque grâce à la force du pouvoir politique, et cela même dans l'hypothèse où il devrait être fait des concessions de gestion industrielle à des entreprises étrangères ? Certainement répond encore Lénine.

## 8. Industrialisme d'Etat.

Cette certitude Trotsky la défend dans le discours que nous avons déjà cité. Il y affirme que l'Etat Soviétique contrôle un million d'ouvriers (1921) alors que 500.000 seulement dépendent d'entreprises moins importantes et privées. Dans les deux cas il est vrai que les ouvriers sont salariés, qu'ils effectuent leurs achats contre monnaie sur le marché libre, et que les entreprises de l'Etat, si elles sont subordonnées hiérarchiquement, sont cependant autonomes dans leur budget, c'est à dire qu'elles doivent observer cette fameuse rentabilité active, aujourd'hui encore revendiquée par les stalinien, et qu'elles doivent verser - comme c'est la règle - un bénéfice, un profit, aux caisses de l'Etat.

Pour Trotsky ceci ne constituait, du point de vue économique, qu'une simple concession à la comptabilité capitaliste. Mais c'était et c'est toujours, bien au contraire, une entière concession à l'économie capitaliste. Là où il y a salaire, monnaie, différence entre le prix de vente et les dépenses, il y a capitalisme, qu'il soit privé ou d'Etat.

C'est sur le plan politique que Trotsky a raison. La grande industrie dans les mains de l'Etat, cela signifie la force politique et surtout la force militaire. Exactement, selon Lénine, le capitalisme d'Etat, économiquement, n'est que le dernier degré à partir duquel on peut passer au socialisme, lorsqu'on a gravi l'ensemble des degrés petit-paysan, mercantile et privé. Mais c'est cependant une chose bien différente que l'Etat-capitaliste soit politiquement bourgeois ou prolétarien. Dans ce dernier cas la grande industrie (et le commerce extérieur) dirigés de façon monopoliste (Lénine) représente un facteur (Trotsky) politique de premier ordre. Ils signifient: disposition de l'armée et de l'armement; possibilité d'arrêter les révoltes et les contre-révolutions; la possibilité d'attendre, comme le dira Trotsky en 1926, le triomphe du socialisme en occident. Ces atouts contiennent effectivement toutes ces possibilités et ils sont tous d'un grand poids, mais ils ne constituent pas plus le socialisme que ne le constituaient l'étatisation d'Othon, de Bismarck, d'Ebert ou d'Hitler.

## 9. Troisième période: la lutte contre le "Koulack".

La N.E.P signifiait le champ libre au commerce des denrées. Si la terre était nationalisée et si l'achat en était interdit, on ne pouvait pourtant empêcher qu'avec le gain réalisé sur la vente des produits se forme un capital agricole d'exercice: outillage, semences, engrais, bétail, et même dans certaines limites, maisons. Le capitaliste rural, ou paysan riche, pouvait resurgir, et réduire à son profit à l'état de salariés les paysans pauvres en capital, même s'ils avaient en usufruit un lopin de terre de l'Etat. On arrive alors à cette théorie que cela n'a pas d'importance pourvu que, du capitalisme agraire, on puisse passer également à l'agriculture d'Etat (alors représentée par



quelques rares entreprises-modèles) et ainsi fut lancé le mot d'ordre de Boukharine: "paysans, enrichissez-vous!". Ce fut en 1928 que fut reprise la lutte contre le "koulack", c'est à dire le paysan riche, et l'on projeta de les exproprier: le système des Kolkhoses prit leur place. Il fut dit alors que le koulack avait été détruit: l'Etat avait pu le faire sans avoir à redouter la révolte dans les campagnes, à la fois grâce à la pression des paysans pauvres et grâce à la force que donnait au pouvoir le développement de l'industrialisation (plans quinquennaux). Lorsqu'on étudie la structure sociale des kolkhoses il convient de se demander à quel prix on a dû payer la défaite des koulacks. Fut-elle vraiment un progrès, allant du degré de l'agriculture mercantile et du capitalisme agraire à celui du capitalisme d'Etat dans l'agriculture ?

En effet la signification de la troisième période dans le domaine social est la suivante: dans la production des objets manufacturés et dans les services généraux, diffusion du capitalisme d'Etat sur un rythme puissant, mais toujours sur la base du salariat et de l'échange monétaire, même dans le secteur du commerce d'Etat. Dans la production agricole coexistence des formes suivantes: - un degré de capitalisme d'Etat limité aux entreprises soviétiques; - un degré du type des "coopératives-privées", dans les terres communes des kolkhoses; - un degré d'économie mercantile dans la toute petite parcelle du kolkhosien, et ici, en même temps, un degré encore inférieur d'économie naturelle-familiale. Et cette forme - dans laquelle le degré socialiste est absent - est-elle plus évolutive que l'agriculture dans les pays bourgeois? Même cela est discutable.

#### 10. Les deux Constitutions: 1918 et 1936.

On accordera une importance particulière à la confrontation des deux Constitutions de la République des Soviets, celle de 1918 qui succéda immédiatement à la révolution bolchevique et celle de 1936, qu'on s'affirmé correspondre à une consolidation des formes sociales soviétiques, auxquelles on pourrait conférer la définition de "socialistes". La Constitution de 1918 se fonde sur la "Déclaration des droits du peuple travailleur et exploité", formulée par le Parti le 15 novembre 1917, et ratifiée par le III<sup>e</sup> Congrès des Soviets de mars 1918; le texte complet fut adopté au V<sup>e</sup> Congrès le 20 juillet 1918.

Entre les deux textes il y a une différence dialectique, la suivante: en 1918 le socialisme est l'objectif qui doit être poursuivi par l'Etat prolétarien, et cette Constitution est vraiment celle de la dictature, la constitution vraiment révolutionnaire. En 1936, le "socialisme" est donné comme une conquête déjà réalisée, la Constitution devient un acte statique, elle se déclare démocratique d'une manière stable et, à l'opposé de la précédente, l'expression historique d'une situation conservatrice.

L'analyse complète démontre avec évidence cette antithèse infranchissable; nous n'en donnerons ici que quelques traits.

La Constitution de 1918 déclare en épitaphe que le travailleur est toujours exploité. Elle définit les tâches de l'Etat politique que les travailleurs ont fondé: suppression de l'exploitation (qui existe donc), suppression de la division de la société en classes (qui existent donc également), victoire du socialisme et organisation socialiste de la société "dans tous les pays" (qui n'existe pas encore), extermination des exploiteurs (qui, eux, existent toujours!).

Les mesures économiques immédiates ne sont pas socialistes: nationalisation de la terre, de l'eau, du sous-sol, contrôle ouvrier et étatique sur l'industrie afin d'assurer le pouvoir des travailleurs sur les exploiters (qui existent donc encore), annulation des dettes de l'Etat, banques d'Etat, travail obligatoire, armement des travailleurs et désarmement des classes possédantes (qui existent donc encore). Le titre III établit la condamnation de la guerre impérialiste, de l'oppression coloniale et de l'oppression nationale. Le titre IV proclame que les exploiters ne peuvent, d'aucune façon, participer au pouvoir.

Toute la partie consacrée au rôle des Conseils se base sur les positions différentes des prolétaires urbains et des paysans de la campagne. Dans la composition des Soviets de districts et donc dans celle du pouvoir central un vote ouvrier équivaut à cinq votes paysans: ceci établit que la dictature, tout en s'appuyant sur deux classes, donne d'une façon absolue la place de classe dominante aux véritables salariés; la signification de cette mesure est la suivante: durant toute la phase historique de la suppression des formes bourgeoises (qui ne pourra se terminer qu'avec le triomphe d'une révolution internationale) les couches petit-bourgeoises sont subordonnées au prolétariat salarié, auquel, dans une dictature entièrement socialiste, appartiendra tout le pouvoir jusqu'à la disparition des classes et de l'Etat.

En 1936, sous le prétexte que la transformation sociale est bien plus avancée et que l'exploitation est abolie, la Constitution est complètement dénaturée. En son temps nous développerons la description de la société soviétique comme fondée sur deux classes: ouvriers et paysans (à juste titre on ne considère pas les intellectuels comme formant une classe). Or de deux choses l'une: ou bien il n'existe pas de classes bourgeoises, et alors la dictature doit continuer aux mains des seuls ouvriers; ou elles existent encore, et la dictature contre les bourgeois doit se poursuivre toujours, avec une participation ouvrière plus forte que celle des paysans. Au contraire, sous le prétexte que les classes exploiteuses ont été abolies, la Constitution de 1936 ramène, sur tous les points, le suffrage au modèle juridique bourgeois et l'étend à tous; il est proclamé universel, égal pour tous, direct et secret; et on se vante ainsi d'avoir promulgué la Constitution la plus démocratique du monde moderne (ce qui est vrai).

Dictature ne signifie pas suffrage universel mais suffrage de classe. Dans la république de Lénine le suffrage n'était pas

égal: un véritable prolétaire "valait" cinq producteurs pauvres. Il était indirect et non direct: du village au district, au gouvernement, à l'Etat; c'est la seule forme dans laquelle la séparation bourgeoise entre pouvoir législatif et pouvoir exécutif est abolie. Il était public et non secret, comme dans les assemblées de la Commune de Paris, que Marx et Lénine élevèrent au rang de modèle. La Constitution de 1936 est pleinement démocratique parce que c'est celle d'une république bourgeoise.

En temps opportun nous traiterons du prétendu engagement de Lénine de redonner sous peu à tous le droit de vote. Pour Lénine, en réalité, la dictature devait durer jusqu'à l'avènement de la République Socialiste en Europe, après on l'abolira parce que disparaîtra l'Etat, et avec lui toute démocratie et tout suffrage.

## II. Droit civil soviétique d'aujourd'hui.

L'étude de la nouvelle Constitution, parallèlement à celle du code civil, montre éloquentement combien de formes survivent en Russie, dont le contenu est tout de profit non acquis par le travail, et donc tout entier créé par cette "exploitation" qu'on prétend avoir supprimée.

Les articles fondamentaux déclarent qu'après la liquidation du système d'économie capitaliste il existe une double forme de "propriété socialiste" (nous, nous ne connaissons qu'une seule forme socialiste: la non-propriété); de cette "double forme", l'une est la propriété d'Etat, l'autre est la forme coopérative kolkhosienne (des kolkhoses individuels).

Sont propriété de l'Etat: la terre, le sous-sol, l'eau, les fabriques et les bureaux, les banques, les grandes entreprises agricoles d'Etat (sovkhoses) et "le complexe fondamental du patrimoine édilitaire dans les villes et aires industrielles". Ils constituent (nous explique-t-on) "le patrimoine du peuple entier". Or, aussi longtemps qu'il existera un Etat ouvrier, il y aura un patrimoine de l'Etat, mais ce ne sera pas un patrimoine du peuple, mais un patrimoine de classe. Lorsqu'il n'y aura plus de classes, il n'y aura plus ni propriété, ni patrimoine. Les mots ont leur poids: où nous trouvons le peuple nous trouvons le système bourgeois, capitaliste.

La terre, même celle des kolkhoses, est propriété d'Etat; c'est l'entreprise coopérative, avec les différentes réserves vives ou mortes et les "immeubles socialistes", qui est la propriété du kolkhose. C'est ce qu'ils appellent "propriété socialiste", alors qu'il s'agit de la propriété d'un capital et de bien immeubles (construits), non pas même d'Etat mais d'une coopérative privée.

En outre toute famille appartenant au kolkhose a la terre, non en propriété, mais en jouissance. Elle possède également en propriété personnelle (article 7) l'entreprise auxiliaire instal-

lée sur son lopin de terre: maison d'habitation, bétail productif, animaux de basse-cour, et un petit outillage agricole.

Ce n'est pas tout; l'article 8 ratifie la propriété personnelle des petits paysans, et des artisans avec exclusion du travail d'autrui.

Arrêtons-nous maintenant sur l'importance de la propriété d'Etat, mais non comme forme socialiste, mais de capitalisme d'Etat. Admettons que dans l'industrie des produits manufacturés elle soit totale (en faisant une grande réserve quant à la construction édilitaire en général) en négligeant ce qu'il peut y avoir de petite industrie privée, et admettons même qu'en Russie la production artisanale n'a jamais eu une importance notable.

Mais en quoi consiste la véritable propriété d'Etat dans l'agriculture, en entendant par là non la terre-patrimoine, mais le capital investi dans la terre? Elle se réduit au seul secteur des sovkhoses et des stations de machines. Or il est admis que ce dernier occupe une bien petite part, le dixième peut-être par rapport au secteur tenu par les kolkhoses.

Un autre dixième est représenté par la forme paysanne mi-naturelle, mi-mercantile, encore privée et personnelle, et qui a encore à se hisser au niveau capitaliste.

Reste l'important secteur des kolkhoses. De combien de terre dispose l'unité-kolkhose, de combien en disposent les entreprises familiales libres? Supposons, dans cette étude sommaire, que l'une et les autres disposent moitié-moitié du travail, moitié-moitié du capital mobile. Il est évident que beaucoup plus de la moitié de la force de travail agricole se développe encore dans des formes qui sont ou naturelles ou mercantiles et libres, et moins de la moitié dans la forme coopérative des kolkhoses, qui demeure une forme d'entreprise privée capitaliste, même si elle est collective, car, bien qu'elle verse des impôts à l'Etat, elle dispose du produit qu'elle a créé et a son bilan fondé sur le profit d'entreprise.

L'agriculture russe est donc pour plus de la moitié au-dessous du niveau du capitalisme privé, pour moins de la moitié à son niveau, et seulement pour un dixième peut-être au niveau du capitalisme d'Etat. Puisque tout le commerce des produits s'effectue en monnaie (se reporter au texte: "Dialogue avec Staline") en aucun point l'agriculture russe n'atteint le degré "socialiste".

Passons maintenant au rapport entre population industrielle et population agricole et nous verrons combien la Russie est loin du capitalisme d'Etat intégral, degré à partir duquel il est possible - sauf que les conditions politiques ont désormais complètement disparu - de s'élever jusqu'au socialisme.

En temps opportun on confrontera ces indices avec ceux des pays capitalistes, comme l'Allemagne ou l'Amérique.



## 12. Industrie de la construction.

Voilà un point délicat. De même que dans tout pays moderne, la partie la plus vive du potentiel capitaliste s'oriente vers la construction édilitaire privée et publique, comprise non comme celle des seuls édifices d'habitation, mais comme celle de tous les grands travaux et services publics (routes, voies ferrées, canaux, digues, centrales, etc...). Comment fonctionne en Russie un tel mécanisme ?

Pour résoudre une telle question on relèvera que, dans le monde entier, l'entreprise privée capitaliste est réduite au minimum. Elle n'a pas de propriété immobilière en titre, elle ne possède pas d'établissement ni de fabrique, elle n'a pas de siège fixe, ni de titulaire précis; elle a des chantiers volants, une dotation en machinerie relativement insignifiante par rapport aux colossaux mouvements d'affaires. Elle n'a même pas de capital financier, que l'Etat, et par son intermédiaire la Banque, met à sa disposition sur la seule base de la commission. C'est en elle que se réalise l'idylle moderne la plus heureuse entre l'initiative privée et le monopolisme d'Etat. Pour les 9/10<sup>e</sup> aujourd'hui c'est sous cette forme, en temps de paix comme en temps de guerre, que le capital, plus que jamais anonyme, ainsi que Marx l'a décrit, infeste l'humanité.

Il faut noter que dans le droit civil russe, tandis que l'Etat donne la terre agraire en usufruit, même perpétuel, la chose est plus complexe au sujet des terrains urbains et des grands travaux de la ville. Il y a un secteur "municipalisé", qui correspond à un vieux type capitaliste de réforme urbaniste. Mais, même de ce côté-là il est fait, à des fins de construction, de longues concessions qui, comme celles effectuées dans les pays bourgeois pour les domaines, côtes, ports, etc... comportent une lointaine restitution à l'Administration Publique, après ample "amortissement".

Un plus large examen de cette question aboutira à établir que dans ce domaine de la production qui absorbe les plus grands investissements du capital contrôlé par l'Etat industriel et donneur de travail, il se produit, aux dépens d'un prolétariat chichement pourvu de biens de consommation, une grande formation de plus-value et de profit privé souterrain.

D'autre part le droit civil permet la possession privée de toute une gamme de biens individuels: maisons, villas, parcs, objets d'art, meubles de collection, récoltes, et en sus, les titres d'Etat produisant intérêt, les comptes-courant d'épargne, l'argent liquide et ainsi de suite.

## 13. Propriété et jouissance.

Lorsque l'Etat a la propriété titulaire et le contrôle de la terre, du sous-sol, des fabriques, des constructions de tout gen-

re, des gisements, etc., et lorsqu'il en concède la jouissance de différentes façons, nous ne sommes pas du tout en présence d'un système socialiste.

Même dans le droit commun et dans l'économie financière, il est facile de montrer que propriété et jouissance se rejoignent: le fait réel c'est le second, qui ne se rapporte au premier que par un très simple processus quantitatif.

La jouissance est à la propriété ce que le revenu est au capital, l'intérêt à l'argent mis à fructifier. Propriété, capital et somme d'argent portée sur un titre ne nourrissent personne si on les enferme dans une vitrine. On ne les consomme que dans la mesure où ils donnent un usufruit, un intérêt, un profit. Ils ont une valeur estimable dans la mesure où le calcul part du cumul d'usufruits qui seront réalisables dans un avenir sûr. On se rappellera Petty (I): pourquoi la terre a-t-elle la valeur de 20 rentes (en capitalisant la rente au taux moyen de 5%) ? Parce que ce chiffre représente, disait-il, le temps de vie qui sépare deux générations de travailleurs manuels. Aujourd'hui, avec la formule ordinaire des intérêts composés nous savons que le capital "100" dérive de l'intérêt "5", non parce qu'il procurera 20 années d'intérêts, mais parce qu'il y a tant et tant d'années, à perte de vue, et que les 5 francs d'intérêts seront produits par un capital d'autant plus faible qu'il y aura plus d'années: additionné le tout on trouve cent (voir Note I).

---

Note (I). Petty (économiste anglais que l'on peut considérer comme le fondateur de l'économie classique - 1623-1687), en cherchant à déterminer le "prix naturel" (la valeur pour Marx) des marchandises, eut le mérite de mettre en évidence qu'il était déterminé par la quantité de travail humain contenue dans ces marchandises. Après avoir abordé le problème de l'origine de la plus-value (rente, intérêts, etc.), il s'attaqua au problème de la valeur commerciale de la terre, qui nous intéresse plus particulièrement ici. Il se demanda combien de rentes annuelles peut valoir le terrain, c'est à dire combien est disposé à le payer un acheteur éventuel; pour lui ceci correspond au temps de survie moyen d'un homme abstrait, et qui était de 21 ans dans l'Angleterre d'alors (cette durée théorique peut être calculée sur la base des statistiques de mortalité): la terre vaudra donc 21 ou 20 rentes annuelles.

Marx observe que ceci équivaut à la "capitalisation": 20 rentes signifient le taux de 5%, c'est à dire que l'acheteur a calculé que sa terre lui rapportera autant que son argent placé au taux de 5% annuel (Soit X la rente annuelle, si le taux d'intérêt est 5%, en appelant P le prix de la terre on a:

$$P \frac{5}{100} = X \quad \text{et} \quad P = 20 X).$$

Ceci veut dire: gardez la propriété et donnez-moi l'usufruit, j'aurai tout obtenu. Avec la "nue propriété" vous, le donateur ou l'Etat donateur, vous restez à zéro. C'est vrai même pour l'usufruit viager: pour un homme jeune, selon le calcul des probabilités, il se trouve qu'il veut plus de 90%.

Confisquer la propriété et distribuer l'usufruit n'est pas autre chose qu'une caricature du socialisme. Abolir la propriété des moyens de production, comme les Russes se vantent de l'avoir fait, n'a pas d'autre sens que d'abolir la propriété des produits. Mais les moyens sont la propriété et les produits l'usufruit. Lorsqu'il y a abolition de la propriété juridique, il y a socialisme dans la mesure où il y a véritablement abolition de l'usufruit physique à peine dépasse-t-il la jouissance immédiate et se projette-t-il dans l'avenir. La jouissance n'est pas autre chose que la consommation sans travail. Nous voulons enlever la propriété aux exploités pour qu'ils n'en jouissent pas. En 1918 nous disions mieux: nous voulons les exterminer. Aujourd'hui on les traite par l'usufruit..... socialiste.

#### 14. Où va la Russie ?

Ces gens qui se vantent d'être arrivés au socialisme ne sont que sur la dure route qui va au capitalisme. Ils ont des siècles à rattraper. Dans cette synthèse nous pouvons rappeler deux chiffres: en pleine guerre civile la Russie avait une efficacité productive trois fois plus faible qu'en 1914, en 1936 on déclarait qu'elle était 7 fois plus forte. Donc dans une période d'environ 16 années le capital est devenu 21 fois plus important qu'au départ, soit 2.100%. Un tel rythme (inconnu dans l'histoire) d'accu-

---

Note (I) (suite). Mais le raisonnement de Petty ne peut rien contre ce fait que lorsque les 21 rentes sont consommées, la valeur vénale de la terre reste en général la même (en langage juridique la propriété de la terre est héréditaire). En fait, pour réfuter Petty, nous devrions faire appel au calcul intégral; nous nous contenterons toutefois d'un petit exemple. Si nous plaçons 5 fr. à 5%, nous aurons au bout d'un an 5 fr. et 5 sous; mais si nous voulons avoir 5 francs l'année prochaine, il nous suffira de placer (à peu près) 4,71 fr., si nous voulons les avoir dans deux ans 4,54 suffiront, dans 3 ans 4,31.... dans 10 ans 3,04, dans 20 ans 1,84. Autrement dit: la valeur actuelle d'une rente future de 5 fr. est 4,71, 4,54, 4,31, etc., selon que cette rente sera effectivement touchée dans 1 an, 2 ans, 3 ans, etc. Et nous pouvons ainsi multiplier les années jusqu'à.... la fin du capitalisme. Si nous "intégrons" (c'est à dire si nous procédons à une sorte d'addition que la simple arithmétique ne nous permet pas de mener à bien) cette suite de termes en nombre infini nous trouvons 100 fr. (100 fr. à 5, donnent bien 5 fr. d'intérêt annuel). Donc l'acheteur de la terre, ses enfants, ses petits-enfants et ainsi de suite, sont assurés de jouir de la rente jusqu'à ce que le prolétariat vienne mettre un terme violent à cette idylle entre le capitaliste propriétaire foncier et la haute mathématique.

mulation progressive, s'est maintenu et accru indubitablement jusqu'à la guerre de 1939-45 et après. Ce capital d'Etat s'investit d'autant plus qu'une bourgeoisie donnée est absente, en tant que personne physique, et donc consomme moins. La plus-value ne se divise pas entre consommation de la classe possédante et ré-investissements dans la production, et tout, sauf ces villas, tableaux de maître ou collections que détiennent les privilégiés du régime mais qui représentent peu de chose par rapport à la masse du produit, va dans de nouveaux investissements. C'est pour cette raison que la teneur de vie du prolétariat reste immobilisée très bas et les conditions d'exploitation restent très dures. Construire, s'armer, reconstruire, s'industrialiser, cela engloutit tout. Au sacrifice de sa teneur de vie le prolétariat russe a ajouté celui même de sa vie, qui est un potentiel de plus-value escompté à la banque de la guerre, pour le plus grand profit des alliés de l'impérialisme démocratique.

Dans les années héroïques nous exterminions les bourgeois, mais non pas pour faire du socialisme, pour faire plus et plus vite le capitalisme. L'histoire connaît ses voies. Si nous avions su que la révolution russe devait, par la suite, devenir ce qu'elle a été, de la même façon nous l'aurions soutenue et applaudie.

Le phénomène contre-révolutionnaire d'aujourd'hui n'est pas ce cours à l'industrialisation et cette terrible vélocité d'accumulation, et c'est encore moins la relance révolutionnaire qu'elle déclenche sur l'Asie. Le phénomène contre-révolutionnaire c'est le mensonge selon lequel tout ce qui se fait dans le sens du capitalisme représente des "conquêtes socialistes", c'est la destruction de la potentialité révolutionnaire mondiale prolétarienne vers l'authentique conquête socialiste, c'est la possibilité donnée à tous les capitalismes de résister aux vagues des bouleversements historiques, grâce à l'immobilisation du prolétariat dans les campagnes pacifistes, dans la honteuse voie de la "co-existence", de la "détente" et de la courtisane "émulation".

Nous devons affronter - et les générations prolétariennes à venir le devront également - les capitalismes d'Occident dans une bataille qui exige, avant d'être gagnée par les armes, d'être menée sur le plan de la théorie. Tandis que la thèse du camp oriental vante le "plein emploi", à la ville et à la campagne, de ceux qui ne mangent pas à la moitié de leur faim, les satrapes d'occident et d'outre-atlantique se flattent, usurpant le langage du marxisme et prétendant en avoir découvert le "clé", d'être parvenu à atteindre le "bien-être" pour les travailleurs, grâce à la multiplication de la productivité du travail jusqu'à l'automatisme (qu'ils "découvrent" dans les pages de notre propre théorie d'il y a un siècle, là où elle était synonyme de capitalisme) et grâce aussi à la multiplication, plus importante encore, et à l'aide de besoins artificiels et stupides, du volume de la consommation, cédée même à crédit et payée par personne. Toutes choses qui constituent le "boom" précédant le "vendredi noir".

L'espace de toute une génération ne sera pas de trop pour que la classe ouvrière sache revendiquer de nouveau tout le domaine de cette productivité tant exaltée, lutter pour une production organique à consommation rationnelle avec une drastique réduction de la journée de travail, mener l'assaut contre les mens-



trueuses machines étatiques et sociales d'Orient et d'Occident. Pour accomplir cette vaste tâche, nous n'exagérons certainement pas en comptant, à partir d'aujourd'hui, 1955, sur la durée d'une génération de travailleurs valides, les vingt années du vieux Petty.

x x x x x x x  
x x x x x  
x

LA REVOLUTION CHINOISE

-:-:-

Sans pouvoir nous y arrêter longtemps il s'agit d'abord d'éliminer ce préjugé solidement établi qui, pour expliquer l'évidente stagnation des pays asiatiques par rapport au grand développement des pays puissamment industrialisés de l'Ouest, fait appel aux concepts de "race" ou de "peuples élus". Si les différents groupements humains s'organisèrent initialement sur la base du communisme primitif, l'histoire présenta plusieurs voies d'évolution différentes à partir de ce stade initial commun, pour aboutir à l'hégémonie quasi mondiale du capitalisme que nous connaissons aujourd'hui. Selon notre conception matérialiste, de telles "bifurcations" ou de tels "ralentissements" relatifs du développement historique doivent être expliqués par les différences de l'ambiance matérielle extérieure - facteurs climatiques, géophysiques, géographiques, etc...- contre laquelle s'exerçait l'activité des premières communautés humaines. Pour être bref, c'est par exemple dans l'extrême étendue du continent asiatique, dans son manque relatif de côtes et dans le fait que ses fleuves se jettent dans un grand océan difficilement accessible à la navigation - contrairement à la Méditerranée, par exemple - que nous cherchons les raisons de "l'immobilisme" oriental et non pas dans la capacité comparée des cerveaux asiatiques et européens.

- La pénétration de l'impérialisme en Chine.-

La situation sociale de l'Empire chinois avant l'arrivée des impérialistes étrangers, ressemble assez - contrairement à l'Inde par exemple, où subsistait encore le microcommunisme - au féodalisme typique de l'Europe occidentale. La grande majorité de la population est rurale (90 o/o au moins); elle est constituée d'une classe de paysans serfs assujettie aux seigneurs et contrôlée par une vaste bureaucratie étatique - le mandarinat - vaguement centralisée. La terre est extrêmement morcelée sur la base de la petite exploitation familiale, ce qui entraîne, en liaison avec la nature alluviale du sol, des méthodes de culture archaïques, tenant plus du jardinage que de l'agriculture. On retrouve dans les villes un artisanat assez développé et qui s'organise dans des formes corporatives et de même des marchands qui se groupent en guildes.

Donc, vers le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, période du capitalisme florissant en Occident, l'aire asiatique se trouve encore dans une situation économique et sociale où dominent des rapports féodaux et même pré-féodaux, comme le prouve par exemple la survivance de peuples nomades dans les confins du Nord-Ouest chinois. La pénétration violente des impérialismes occidentaux au sein de cette société va en accentuer les contradictions profondes, tout en maintenant, momentanément tout au moins, son statu-quo social.

En 1736 les Anglais s'installent à Canton, et en 1798 les Français suivent leur exemple. Un conflit ne tarde pas à se manifester entre les commerçants étrangers et la guilde locale qui essaie de maintenir d'autorité son monopole commercial sur le marché intérieur chinois. La guerre de l'opium (1841-42) n'est que la conséquence de ce conflit: le gouvernement chinois ayant fait saisir les caisses d'opium que les Anglais importaient en contrebande, l'Angleterre décide une expédition punitive; une escadre anglaise remonte la Yang-Tsé (procédé qui se généralisera par la suite) et des troupes marchent sur Nankin. La guerre aboutit au traité de Nankin par lequel la Chine cède Hong-Kong à l'Angleterre et ouvre aux Européens cinq ports où le commerce sera direct: le monopole de la guilde est pratiquement aboli. Cette première victoire déclenche le signal de la ruée sur la Chine: successivement la France, les Etats-Unis, la Suède et la Norvège obtiennent les mêmes avantages que l'Angleterre.

Mais cette pénétration forcée ne va pas sans entraîner des conséquences internes. Un mouvement xénophobe et dirigé aussi contre la dynastie mandchoue se développe, favorisé par la famine qui sévit alors et par la haine que soulève l'extrême corruption du mandarinat: c'est le mouvement des Taïpings. Les Taïpings s'emparent de Hankéou, de Nankin et se rendent finalement maîtres de la Chine du Sud. La révolte sera finalement réprimée par l'armée impériale puissamment aidée par l'assistance militaire des nations occidentales, après la signature du second Traité de Tien Tsin (1864)

Toutefois, dans l'immédiat, les impérialistes entendent profiter de l'agitation xénophobe qui met le gouvernement impérial à leur merci, pour élargir leur emprise sur la Chine. La France et l'Angleterre agissent de concert, et, en 1858, après les menaces habituelles, signent avec la Chine le 1er Traité de Tien Tsin qui leur accorde le droit d'avoir des ambassades permanentes à Pékin et ouvre onze nouveaux ports au commerce étranger. La par-

chandise spirituelle" n'est du reste pas oubliée et les missionnaires reçoivent la liberté de circuler dans tout le pays. L'application du traité entraînant des réticences de la part du gouvernement chinois, le contenu de violence et de terreur sociale de l'impérialisme est étalé au grand jour par l'expédition punitive qu'entreprennent la France et l'Angleterre. Seize mille soldats sont débarqués, Pékin tombe aux mains des Occidentaux, est mise à sac et ses habitants sont massacrés.....en payement de quoi les Occidentaux se font verser une lourde<sup>in</sup> dénnité. X

Cette victoire facile de l'Impérialisme déclenche le dépècement de l'Empire chinois. Tour à tour, et selon son importance dans la hiérarchie impérialiste, chaque pays va mettre la main sur une province vassale de la Chine. La Russie se fera céder dès 1880 les territoires au sud de l'Amour, entre l'Oussourri et la mer libre où sera construit Vladivostok, dont le seul nom est significatif. La Birmanie est enlevée par l'Angleterre (1886). La France obtient l'Annam (1887), tandis que le Siam, qui s'est déclaré indépendant, tombe pratiquement entre ses mains (1893).

C'est alors qu'interviennent plus particulièrement la Russie et le Japon qui vont tenir par la suite le principal rôle dans l'asservissement de la Chine à l'Impérialisme. Pour des raisons historiques déterminées ces deux pays devaient assumer la tâche d'empêcher à tout prix la réalisation de l'unité nationale de la Chine, soit en usant ouvertement de la force militaire, soit en soutenant tous les mouvements séparatistes qui se faisaient jour en Chine. Cette politique de conquête, si elle correspondait évidemment aux intérêts des deux pays agresseurs, renforçait également la position de l'impérialisme mondial, dans la mesure même où elle entretenait la faiblesse de l'Etat chinois.

Le Japon, qui avait brûlé les étapes sur la voie de la construction capitaliste, ressentait un besoin aigu de débouchés pour les produits de son industrie et de matières premières dont il était presque totalement dépourvu. Une telle situation devait aboutir à la guerre sino-japonaise de 1894. La Chine et le Japon se disputait alors le marché de la Corée; en 1894 une révolte y éclate et le roi de Corée fait appel à l'aide de l'Empereur chinois. Sous prétexte de défendre ses ressortissants le Japon intervient; c'est la guerre. Les armées nippones envahissent la Corée et débarquent à Port-Arthur, en Mandchourie. L'énorme supériorité de leur armement ne tarde pas à se manifester et l'armée japonaise avance irrésistiblement en Corée et en Mandchourie, et occupe Formose.



La guerre se termine en 1895 par le fameux traité de Simonséki qui sanctionne l'écrasante victoire japonaise. La Corée n'est plus vassale de la Chine, ce qui revient à dire qu'elle passe sous le contrôle nippon; de plus la Chine cède au Japon la presque île de Liatoung avec Port-Arthur, ainsi que Formose et les Pescadores. Enfin le Japon obtient une indemnité de 200 millions de taëls, soit 740 millions de francs, et des facilités de commerce.

Mais la Russie se refuse à accepter un état de chose qui signifie l'échec, à plus ou moins longue échéance, de ses visées sur l'Est chinois. Ne pouvant intervenir par les armes, après la démonstration de force japonaise, elle joue la carte diplomatique. Appuyée par la France et l'Allemagne, elle oblige le Japon à rétrocéder la presque île du Liatoung contre une indemnité supplémentaire de 30 millions de taëls (111 millions de francs). L'intervention russe, si elle avait permis d'arracher in extremis la Mandchourie aux ruffes nippones, ne faisait en réalité que poser les bases objectives de la guerre russo-japonaise de 1904.

En fait, malgré l'hypocrite condamnation de la politique expansionniste du Japon par les puissances à la suite de l'intervention russe (l'Angleterre s'était abstenue et Lord Rosebery déclara: "Le Japon est une puissance d'avenir"), le traité de Simonséki, en montrant l'extrême faiblesse chinoise, va stimuler l'extension de l'influence étrangère. La France, l'Allemagne et la Russie, lorsqu'elles prodiguaient au Japon leurs "conseils amicaux", n'avaient qu'un seul but: endosser à leur propre compte la victoire japonaise.

Ainsi, la France et la Russie s'insinuent plus profondément: elles prêtent 400 millions à 4 o/o à la Chine en 1895. De plus la France se fait concéder la construction de voies ferrées et l'exploitation des mines de la zone du Sud-Ouest, au voisinage de la frontière indochinoise, ainsi que la baie de Kouang Tchéou Wan. L'Allemagne entend également profiter de son intervention diplomatique contre le Japon: l'assassinat de deux missionnaires allemands fournit un bon prétexte et les marins allemands débarquent à Kiao Tchéou en 1897.

Enfin la Russie va étendre son influence en Mandchourie par la construction d'une voie de chemin de fer reliée au Transibérien, et traversant la Mandchourie est-ouest pour rejoindre Vladivostok. En 1896 la banque Russo-chinoise (Compagnie des chemins de fer de l'Est chinois) est formée, qui obtient la concession du Transmandchourien, ainsi qu'une large bande de terrain autour de la voie où les Russes peuvent exercer le pouvoir d'Etat. (Notons également que le financement de l'affaire est aidé par

des capitaux franco-belges. L'entente franco-russe en Chine avait essentiellement pour but de relier le réseau russe de Mandchourie au réseau français du Yunan, ce qui aurait eu pour conséquence l'éviction plus ou moins rapide de l'Angleterre en Extrême-Orient. On comprend donc l'antagonisme russo-anglais étayé en outre par la menace que faisait peser sur l'Empire Indien, l'avance russe dans le Turkestan chinois et la progression jusqu'aux frontières de l'Afghanistan sous contrôle anglais; ceci pour nous limiter aux seules questions orientales). De plus, en 1898, la Chine cède à l'Etat Russe, d'une part la concession d'une grande partie du Liao Toug avec Port Arthur et Dalny (Daïnan), et donne d'autre part à la Compagnie de l'Est chinois la concession d'une nouvelle ligne de chemin de fer dirigée nord-sud, longue de 1000 kilomètres et s'embranchant sur la première à Kharbine, pour aller jusqu'à Port-Arthur et Dalny. La construction de cette nouvelle ligne s'achève en 1901, tandis que la Russie, profitant de la répression européenne contre le mouvement des Boxers, parachève sa domination sur la Mandchourie par l'occupation militaire. Donc en 1901, la Mandchourie, pourvue de son ossature de chemins de fer, est entièrement aux mains des Russes. Ce qui ne peut qu'entraîner la réaction violente du Japon frustré de sa victoire militaire sur la Chine.

Dans le même temps la révolte des Boxers et son impitoyable répression par une entente européenne, inscrivent un chapitre de plus à l'histoire sanglante de l'impérialisme et démontre une fois de plus, s'il en était besoin, la férocité de ce dernier et sa tendance à resserrer toujours plus son étreinte sur les peuples de couleur.

Le mouvement des Boxers est une réaction essentiellement nationaliste et raciste à la domination toujours plus étouffante des Blancs. La révolte se déchaîne en 1898 et porte ses coups contre les missionnaires, les marchands et va même en 1900 jusqu'à s'attaquer aux concessions étrangères de Tien Tsin et aux légations de Pékin; en somme contre tout ce qui représente et symbolise la domination impérialiste. La répression réalisera l'unité de tous les impérialistes qui oublieront pour un instant leurs divisions; une armée internationale formée de Russes, d'Anglais, de Japonais, de Français, d'Italiens et d'Allemands, délivre les légations assiégées et rétablit "l'ordre". On signe un traité le 7 septembre 1901, qui non seulement alloue aux puissances coalisées la somme exorbitante de 1.750 millions, mais encore permet l'installation de garnisons européennes à Pékin et à Tien Tsin. Rien n'a été négligé pour assurer une hégémonie totale de l'impérialisme en Chine: la clause financière lie le gouvernement aux puissances, tandis que l'occupation militaire pare aux dangers d'une agitation xénophobe.

Maïs il reste encore à purger l'héritage de la guerre sino-japonaise. L'occupation militaire de la Mandchourie par les Russes

constitue une véritable provocation pour l'impérialisme nippon qui regarde la Mandchourie - tant au point de vue des matières premières que des produits agricoles - comme le "complément naturel" de son économie. Le différent russo-japonais devait être réglé par la force: la guerre éclate en 1904 et marque la suprématie militaire incontestable du Japon, tandis que l'Empire des tsars en reste profondément ébranlé. Sur tous les fronts la victoire japonaise est totale: destruction de la flotte russe à Port-Arthur avant même la déclaration de guerre, capitulation de Port-Arthur et enfin déroute de l'armée russe dans la bataille de Moukden. La Russie capitule tandis que la révolution fait rage à Moscou et St Pétersbourg.

Le traité de Portsmouth, signé en 1905 entre la Russie et le Japon avec la médiation des Etats-Unis et de l'Angleterre, et sans même la participation de la Chine, rend le contrôle nominal de la Mandchourie à la Chine. Le Japon s'octroie Port-Arthur, une partie de Sakhaline, et établit son protectorat sur la Corée. La Russie conserve toutefois le contrôle de la "Compagnie de chemin de fer de l'Est chinois". Ainsi se dessine un tournant dans la politique russo-nipponne qui se concrétisera dans la "Convention politique" de 1907. A leur rivalité en Orient, la Russie et le Japon vont substituer une politique de compromis et d'alliance sur le dos de la Chine, politique qui ne se démentira jamais par la suite. Si l'on excepte la période du pouvoir révolutionnaire en Russie, de 1917 à 1927, la "Convention politique" de 1907 délimite les zones d'influence respectives de la Russie et du Japon. La Mandchourie du sud et la Corée passent sous l'influence nipponne, tandis que la Russie se réserve la Mongolie extérieure et les chemins de fer Nord-Mandchous. Ainsi se forme un bloc impérialiste qui constituera l'obstacle majeur à la révolution nationale chinoise, en perpétrant la faiblesse de l'Etat chinois, en alimentant son chaos interne, ou en recourant à l'annexion pure et simple de territoires chinois. D'un autre point de vue, non moins important, le bloc russo-nippon jouera le rôle de garde noire de l'impérialisme mondial en maintenant par la force le statu-quo impérialiste en Orient.

#### -La révolution bourgeoise de 1911.-

La révolution nationale de 1911, dirigée par ce qui deviendra plus tard le Kuomintang, avec Sun Yat sen à sa tête, sera l'aboutissement normal de cette situation chinoise. L'arrivée des impérialistes en Chine a précipité le développement des contradictions du système féodal chinois, dont il a miné les fondements. Le commerce étranger a ruiné l'artisanat local et rejeté les artisans à la campagne déjà surpeuplée. La construction de chemins de fer



la mercantilisation d'une partie des produits de la campagne, l'ouverture de fabriques étrangères dans les ports côtiers, ont créé les prémisses d'un développement capitaliste de la Chine: dialectiquement l'impérialisme concourt à sa propre éviction des pays coloniaux. La nécessité vitale qu'il éprouve de commercer avec les pays arriérés, l'oblige, par exemple, à créer des moyens de transports. Mais l'établissement de voies ferrées ne va pas sans la construction de nombreuses industries annexes (réparation, entretien, etc...) qui à leur tour entraînent un développement industriel général.

Ainsi, à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle, émerge, à côté des fabriques étrangères, le capitalisme chinois. Les mêmes phénomènes décrits avec puissance par Marx dans l'"Accumulation primitive", se retrouvent ici. On sait que l'une des conditions nécessaires à l'avènement du capitalisme est la concentration entre les mêmes mains - que ce soient celles d'un individu ou de l'Etat, peu importe - d'une grande masse d'argent pouvant être investie dans la grande fabrication. Cette accumulation primitive d'argent se trouve réalisée, en Chine, entre les mains de propriétaires fonciers, mandarins, compradors et marchands. "Dans un pays resté, en très grande partie agricole, et où la grande propriété terrienne entraînait la stagnation de la production agricole, le produit de la rente foncière constituait la principale source de capitaux utilisables pour l'industrie. D'autant plus que s'y ajoutait le fruit des exactions par lesquelles les hauts fonctionnaires (eux-mêmes propriétaires fonciers) complétaient le revenu de leurs terres" (1)

Les sommes amassées par les compradors fournirent, surtout dans la période initiale, un appoint important au développement de l'industrie. C'est là une forme originale d'accumulation liée au caractère semi-colonial de la Chine. Plusieurs de ces compradors firent par la suite une importante carrière politique, comme les Soong de Canton et les Khung du Chansi, qui deviendront les premiers banquiers chinois et deux des membres les plus influents du Kuomintang.

La troisième source d'accumulation est constituée par les bénéfices commerciaux proprement dits: on peut citer l'activité du marchand Chu Ta Tsun qui fonde en 1880 un atelier de réparation de machines à C hangai, ou bien celle des négociants Yi Chen Chung

(1) Jean CHESNARD : "Transformations sociales de la Chine", dans les "Annales" n° 3 juillet-septembre 1954



-35-

et Chien Chao Nan qui créent - également à Changai - la première manufacture chinoise d'allumettes et la grande firme chinoise de tabac, la "Nanyang Tobacco Co".

Mais le développement du capitalisme en Chine est profondément entravé par deux causes fondamentales: la Chine est semi-féodale et semi-coloniale. Si le féodalisme, par son particularisme local, qui se manifeste par les barrières douanières provinciales, l'existence de plusieurs monnaies différentes, le régime d'exploitation parcellaire de la terre et les diverses entraves qu'il met à la libre circulation des marchandises et du capital, s'oppose à la constitution d'une unité nationale, de même le capital étranger, par sa main-mise sur les matières premières, les ports et les moyens de transport existants, et par la concurrence, insoutenable par le capitalisme chinois naissant, de ses produits manufacturiers, s'oppose à un développement rapide et puissant du capital national.

Face à cette situation historique qui entrave doublement le développement des forces productives chinoises, la bourgeoisie chinoise révèle son incapacité politique, substituant volontiers le compromis et le marchandage là où la situation exige un radicalisme inconditionnel. Né en pleine décadence du capitalisme mondial, la bourgeoisie chinoise ne pouvait assumer sa tâche historique avec le radicalisme et la puissance - tant théorique que pratique - que déployèrent les bourgeoisies occidentales: l'Angleterre au XVII<sup>e</sup> siècle, la France au XVIII<sup>e</sup>. Sa composition et son origine montrent l'influence profonde qu'avaient sur elle ses ennemis directs: le féodalisme et l'impérialisme. L'histoire de l'accumulation primitive en Chine nous a en effet montré que de nombreux propriétaires investissent des fonds dans l'industrie; d'autre part le capital commercial est sous l'influence directe de l'impérialisme; quant à la Banque - incarnée par les Soong et les Khung - bien qu'elle joue un plus grand rôle dans le développement capitaliste chinois, elle est le plus souvent à la merci des crédits et des prêts consentis par les pays impérialistes.

Aussi bien va-t-on assister en Chine à une révolution bourgeoise diffuse, se développant sur un grand nombre d'années - de 1911 à 1949 - et empruntant une voie tortueuse et lente pour aboutir avec Mao Tse Toung à la constitution d'une véritable unité nationale, nécessité vitale à l'affermissement et au développement du capitalisme. Trois grands événements déterminent, pour une part différente, cette marche de la Chine vers la constitution de l'Etat bourgeois: la guerre de 1914-18, la révolution bolchevique de 1917 et la guerre de 1939-45.

La bourgeoisie chinoise sera toujours à la remorque des événements, incapable de réaliser ce saut politique radical et

violent qui jette bas toutes les superstructures réactionnaires de l'Etat féodal, elle ne fera que suivre, avec plus ou moins de décalage la progression et la diffusion du mode de production capitaliste dans le pays. Lâche, conciliatrice, elle ne fait que louvoyer entre les différents impérialistes, se vendant alternativement à l'un ou à l'autre, de même qu'elle substitue volontiers dans sa lutte contre les "seigneurs de la guerre", le pot de vin à l'action militaire. Une fois seulement cette bourgeoisie pourrie dès sa naissance sut être énergique: c'était pour écraser avec la dernière des férocités le prolétariat chinois insurgé à Canton et à Changai en 1927.

La tâche principale de la révolution démocratique bourgeoise de 1911, la systématisation nationale de la Chine, est manquée. Déjà l'établissement de la république se fait au travers d'un compromis entre les armées révolutionnaires du Sud et Yuan Tché Kai, représentant réactionnaire du gouvernement impérial qui, après la démission de Sun Yat Sen, sera élu président de la république et tentera même de restaurer l'Empire à son propre compte en 1915. Ainsi, malgré la proclamation de la république, la Chine entre dans une période de chaos politique, dominée par les rébellions des divers généraux, échappant au contrôle du gouvernement central, et qui dévastent le pays par leurs guerres incessantes. L'impérialisme n'est pas étranger à ces différentes manifestations d'autonomie des "seigneurs de la guerre": pour ne citer qu'un seul exemple, il est bien établi que le Japon n'investit pas moins de 500 millions de dollars chinois de 1917 à 1920 pour appuyer les rébellions des généraux; et cette attitude du Japon n'est pas un cas isolé.

Ainsi donc si l'on veut faire un bilan rapide de la révolution chinoise on ne peut que constater son échec: la Mandchourie est aux mains du Japon et de la Russie, la Corée a été annexée par le Japon en 1915, tandis que le Mongolie extérieure est aux mains des Russes, et que le Japon occupe militairement le Chantoung (1914-22). De même les autres impérialistes restent en possession de leurs diverses concessions et s'infiltrèrent encore plus en Chine par différents prêts, tandis qu'ils restent maîtres des Postes, des Douanes et, pratiquement, de tous les moyens de transport. Enfin, à l'intérieur, c'est le règne des différents "seigneurs de la guerre", empêchant toute centralisation effective du gouvernement.

#### -La guerre de 1914-18.-

Lorsque la Grande guerre éclata la situation changea dans le Pacifique: l'attention des grandes puissances se détourna

de ce qui se passait dans cette région et leur influence diminua notablement. Si ceci était vrai pour la France et la Russie dont les armées étaient occupées sur le front allemand, c'était également valable pour l'Angleterre qui fut obligée de concentrer le gros de sa marine dans la mer du Nord ou dans les mers européennes. Quant aux Etats-Unis, même avant leur entrée en guerre officielle, tout leur effort productif était orienté vers le marché "allié". Seul le Japon put continuer librement sa politique expansionniste aux dépens de la Chine et l'on connaît l'histoire des "Vingt et une demandes" présentées par le Japon à la Chine, et qui furent acceptées par le gouvernement de Yuan Tché Kai: les sphères d'influence du Japon y étaient clairement définies, Fou-Kiem, Chantoung, Mandchourie du Sud et Mongolie Intérieure

Quoiqu'il en soit la guerre de 1914 a considérablement facilité le développement du capitalisme chinois: les hostilités, l'effort d'armement et d'équipement ( la Chine entra en guerre aux côtés de l'Entente en 1917, probablement sous l'influence américaine), le ralentissement du trafic international ( les marines américaines et anglaises sont concentrées sur les routes européennes) contribuent à diminuer l'arrivée des capitaux et des marchandises occidentales en Chine. Par contre-coup le volume des investissements chinois dans les banques et l'industrie a considérablement augmenté. Parallèlement au système bancaire se développe l'emprunt d'Etat; non seulement la banque va se charger du placement de ces emprunts mais encore investit-elle une partie de ses fonds en titres d'Etat, ce qui a pour conséquence de lier étroitement l'Etat à la Banque, comme le montre, par exemple, le rôle dominant que jouèrent dans la vie politique chinoise les représentants du capitalisme bancaire: Soong, président du Comité des Directeurs de la banque centrale, fut ministre des finances du gouvernement nationaliste; Khung fut successivement ministre de l'industrie, ministre des finances et même président du gouvernement de Nankin. Quelques chiffres sont utiles pour montrer cette progression du capitalisme chinois durant la Grande Guerre:

Investissements dans les banques chinoises: (1)

1914	72.837.351 dollars
1915	78.599.447 -
1916	284.032.953 -
1917	217.529.984 -

(1) HO: "Industrialisation en Chine"; cité par Jean CHESNAUD (ouv. cité)

Investissements dans l'industrie chinoise: (1)

1914	62.108.000	dollars
1915	106.901.000	-
1916	132.780.000	-
1917	128.244.000	-

De même le nombre de broches de coton fonctionnant dans les usines chinoises et dans les usines étrangères, s'il était sensiblement équivalent en 1896, est nettement en faveur de la production cotonnière chinoise au lendemain de la guerre:

<u>Capital</u>	1896	8 usines	225.267 broches	
	1916	30 -	721.105 -	
<u>chinois</u>	1925	76 -	1.600.000 -	(2)

<u>Capital</u>	1896	5 usines	204.342 broches
	1916	11 -	400.146 -
<u>étranger</u>	1925	37 -	890.000 -

La même tendance se retrouve également dans les autres branches de l'industrie légère: minoteries, tabac, papier etc... On note de même la création de nombreuses banques modernes, parallèlement à la croissance du volume des emprunts d'Etat: (3)

<u>Années</u>	<u>Emprunts émis à l'intérieur</u> (en dollars chinois)	<u>Nombre de banques modernes créées</u>
1912	6.248.460	14
1913	6.842.200	2
1914	24.970.520	3
1915	25.834.000	7
1916	8.770.000	4
1917	10.516.000	10
1918	139.363.000	11
1919	28.350.000	15

Mais il faut noter que malgré ces progrès du capitalisme national, l'industrie lourde reste presque entièrement sous le contrôle des capitaux étrangers. La majorité du fer, du charbon et de la fonte continue à provenir des entreprises anglaises et japonaises, 56 o/o du charbon et 88 o/o du fer, et c'est là la cause de la grande puissance de l'impérialisme en Chine, plus certainement que les diverses concessions et annexions. En effet, malgré tous

(1) HO: "Industrialisation en Chine"; cité par Jean CHESNAUD (Tien Tsin; 1929)

(2) FANG EOU AU: "Chinese labour"

(3) Maurice LACHIN: "La Chine capitaliste"; Paris 1938



ses progrès l'industrie légère reste tributaire techniquement et économiquement de l'industrie lourde occidentale (machines, matériel d'équipement etc..) Ce qui illustre une fois de plus, et malgré les progrès dus à la guerre de 1914, la faiblesse de la bourgeoisie indigène. Aussi, comme nous l'avons montré déjà, la bourgeoisie chinoise oscille continuellement entre ses ennemis de l'intérieur et de l'extérieur: de même que les mouvements de paysans la jettent dans les bras des "seigneurs de la guerre", les progrès du mouvement ouvrier la rejettent vers les impérialistes occidentaux, dont elle sollicitera directement l'aide lors des insurrections de 1927.

### -La révolution russe.-

Il nous faut maintenant envisager l'évènement qui domine l'histoire mondiale de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la révolution prolétarienne russe, dans ses répercussions sur la lutte des peuples de couleur contre l'impérialisme.

La révolution russe - Comme nous l'avons maintes fois affirmé - se présenta, tant pour le parti bolchevick russe que pour les marxistes d'occident, comme la première étape, la "tête de pont", de la Révolution prolétarienne mondiale. Essayer de dégager la signification de la prise du pouvoir par le prolétariat russe en dehors de cette perspective cardinale, c'est se condamner à fausser toute la portée de l'expérience russe. ~~sans pouvoir~~ Fer ici dans les détails, nous nous contenterons de signaler le fait le plus significatif de la révolution soviétique, la création de l'Internationale Communiste, qui équivaut à déclarer la guerre totale au capitalisme et à l'Impérialisme à l'échelle mondiale, et à poser internationalement le problème du pouvoir:

"Il était clair pour nous que <sup>sans</sup> le soutien de la révolution internationale le triomphe de la révolution prolétarienne était impossible. Dès avant la révolution, ainsi qu'après celle-ci, nous pensions: tout de suite ou tout au moins dans très peu de temps il se produira une révolution dans les pays ~~l'~~ <sup>coloniaux</sup> ~~dataires~~ et dans ceux qui sont plus développés au point de vue capitaliste, ou bien dans le cas contraire nous devons périr. Bien que nous ayons conscience de ceci, nous avons tout fait, en n'importe quelle circonstance, pour conserver, coûte que coûte le système soviétique, car nous savions que nous travaillions non seulement pour nous-mêmes, mais aussi pour la révolution internationale". (LENINE; 5 juillet 1921- Oeuvres complètes volXVIII; 1ere partie p.321; cité par TROTSKY dans "L'Internationale après Lénine")

La perspective stratégique de l'Internationale s'appuyait sur deux forces essentielles : - dans les pays capitalistes développés (euraméricains) c'était le déchaînement de la lutte de classe, la destruction de l'Etat bourgeois, l'établissement de la dictature du prolétariat; - dans les pays "arriérés" à développement capitaliste faible (aire asiatique) la lutte devait passer par un appui aux mouvements nationaux dirigés contre l'impérialisme. Remarquons tout de suite qu'il ne s'agit pas là de deux stratégies interchangeable, comme voulaient le faire croire les stalinéens, mais d'une perspective unique confluant vers l'hégémonie mondiale de la dictature prolétarienne: l'appui aux mouvements nationaux-révolutionnaires ne pouvait se concevoir sans l'encadrement du prolétariat révolutionnaire des métropoles qui, au travers de l'Internationale Communiste, prendrait en main la direction centralisée de la lutte contre l'Impérialisme. Ici donc, aucune place n'est laissée à la liberté de tactique et de manœuvre, à l'éclectisme borné toujours prêt à discourir sur les "Moyens" et la "Fin". Des tactiques différentes, oui. Mais établies en fonction de critères historiques et économiques, et non en fonction de la situation contingente du moment. Des tactiques différentes, en fonction de situations économiques et historiques différentes, mais une stratégie unique, que seule l'unité organique du Parti peut promouvoir et coordonner à l'échelle mondiale.

La tactique "orientale" de l'Internationale fut définie en septembre 1920 par le "Congrès des Peuples d'Orient" qui se tint à Bakou:

"L'Internationale Communiste invite les peuples d'Orient à renverser par la force des armes les oppresseurs colonialistes; elle proclame donc contre eux la guerre sainte, et désigne la Grande Bretagne comme ennemi n°1 à affronter et à combattre"

encore faut-il préciser quels sont ces mouvements de peuples coloniaux auquel le prolétariat consentira son appui: ils sont définis comme nationalistes-révolutionnaires. Ce qui signifie essentiellement des mouvements qui, bien que groupant des représentants de classes non-prolétariennes - paysans, petite bourgeoisie radicale, intellectuels - se trouvent portés sur le terrain de la lutte armée contre les colonialistes. IL n'est donc pas question de conclure des alliances avec les partis de la bourgeoisie locale qui sont vidés de toute substance révolutionnaire, comme le Kuomintang; il n'est pas question non plus d'avancer des revendications de type "démocratique" (compris entre les classes, front national, parlementarisme etc...) La garantie essentielle offerte par les mouvements coloniaux réside dans leur caractère insurrec-

tionnel, armé, subversif et non-constitutionnaliste, éliminant la possibilité de compromis, tant avec la bourgeoisie locale qu'avec l'impérialisme. Cette garantie permet leur contrôle effectif par l'Internationale qui, par leur intégration à la lutte du prolétariat métropolitain, leur ouvre la perspective de la Révolution prolétarienne mondiale.

Donc, les peuples d'Orient, adossés à la lutte du prolétariat industriel d'Occident, devaient entrer dans la révolution permanente qui leur permettrait - dans l'hypothèse malheureusement infirmée par l'histoire, d'une prise de pouvoir par le prolétariat dans les pays capitalistes développés - de "sauter" l'étape du pouvoir bourgeois, aidés en cela, sur le plan économique et social, par l'apport des pays hautement industrialisés où le prolétariat se serait rendu maître des moyens de production.

Il va de soi qu'une telle perspective, qui correspondait à la situation révolutionnaire ayant permis le triomphe de la révolution russe, est aujourd'hui totalement absente. La succession de défaites qu'a subies la classe ouvrière internationale a entraîné l'effondrement de la dictature prolétarienne en Russie et la trahison complète de l'Internationale Communiste qui, en 1939, a renoué avec la sinistre tradition de "l'union sacrée", et a détourné le prolétariat des pays avancés de sa tâche historique, pour le cantonner dans des revendications minimalistes et réformistes. La conséquence d'une telle situation contre-révolutionnaire sur les mouvements des peuples coloniaux est évidente: elle limite leur action aux seules revendications bourgeoises: constitution de l'unité nationale et diffusion des rapports de production capitalistes, et détruit dès lors toute perspective qu'ouvrirait pour eux la révolution russe d'octobre 17, comme nous essaierons de le montrer tout à l'heure pour la Chine.

Mais nous avons un peu anticipé sur les événements et il s'agit maintenant d'examiner, à la lumière des thèses de Bakou, les erreurs opportunistes, puis la trahison complète de la direction de l'Internationale en ce qui concerne le mouvement chinois

#### -La politique de l'Internationale en Chine jusqu'en 1927.-

La source des erreurs opportunistes de la direction de l'Internationale à partir de 1923, réside essentiellement dans une interprétation mécaniste, et par là-même radicalement fautive, du rôle des bourgeoisies des pays "opprimés", dans une incompréhension totale des thèses de Lénine sur la question nationale, et enfin dans un abandon des principes fondamentaux de l'in-



dépendance idéologique et organisationnelle absolue des partis communistes, qui sont valables - même et surtout - lorsque ceux-ci sont appelés à contracter des alliances avec des groupements non-prolétariens, comme c'est le cas dans les pays d'Orient.

La base du "raisonnement" était la suivante: du moment que le joug colonial empêche le libre développement des forces productives dans les pays coloniaux, développement auquel est lié l'intérêt de classe de la bourgeoisie locale, celle-ci doit nécessairement posséder un caractère révolutionnaire, et lutter de manière conséquente contre l'impérialisme. Rien de plus faux qu'une telle estimation, qui rejoint nettement la position menchevique dans la révolution russe. Toute l'expérience historique passée vient infirmer cette thèse: de la nécessité de distinguer entre nations "opprimées" et nations "oppressives" - nécessité liée à la réalisation effective de l'internationalisme prolétarien - il ne découle absolument pas que la bourgeoisie des nations "opprimées" soient plus révolutionnaires que les autres. "La bourgeoisie polonaise, bien que le joug absolutiste se combina avec le joug ~~autocratique~~ autocratique, fut plus réactionnaire que la bourgeoisie russe. Il en fut de même de la bourgeoisie tatare. La privation inouïe de droits frappant les juifs n'empêcha pas la bourgeoisie juive d'être encore plus couarde, réactionnaire et lâche que celle de la Russie. Ou bien les bourgeois esthoniens, lettons, géorgiens ou arméniens furent-ils plus révolutionnaires que ceux de la Grande Russie? (TROTSKY: "L'Internationale après Lénine" p. 273) Nous nous sommes de même essayé de démontrer plus haut que la bourgeoisie chinoise, précisément à cause de son caractère de bourgeoisie "opprimée", était liée aux couches conservatrices de la campagne aussi bien qu'à l'impérialisme mondial: car la tâche d'unification nationale apparaît à ses yeux comme secondaire par rapport à la nécessité d'étouffer tout mouvement paysan ou prolétarien qui menace ses privilèges de classe. La classe bourgeoise des pays coloniaux, née en pleine décadence, en pleine putréfaction de la bourgeoisie en général, ne sait faire qu'une chose: se mettre à l'unisson.

L'appréciation erronée du caractère de la bourgeoisie coloniale, se doublant d'une révision complète de la nécessité absolue de l'autonomie du parti communiste par rapport à tout autre groupement politique, conduisit l'Internationale à la désastreuse politique d'entrée du parti communiste dans le Kuomintang. Citons à ce sujet un passage de Lénine qui, pour s'appliquer à la révolution russe, n'en est pas moins valable pour la Chine: "Notre révolution est bourgeoise; c'est pour cela que les ouvriers doivent



soutenir la bourgeoisie, disent les politiciens dépourvus de toute clairvoyance venant du camp des liquidateurs. Notre révolution est bourgeois<sup>e</sup> disons-nous, nous marxistes, c'est pour cela que les ouvriers doivent ouvrir les yeux au peuple (1) en lui faisant voir les tromperies des politiciens bourgeois, lui enseigner à ne pas ajouter foi aux mots, à ne compter que sur ses forces, son organisation, son armement". (LENINE; "Oeuvres complètes, vol. XIV; 1ère partie, p111).

Trotsky caractérise justement le Kuomintang par ces mots: "L'attitude du Kuomintang envers l'Impérialisme fut, dès le début, non pas révolutionnaire mais pénétrée d'esprit de collaboration: il tendait à battre et à repousser les agents de certaines puissances impérialistes pour entamer des marchandages avec ces mêmes puissances ou avec d'autres, à des conditions plus avantageuses. Voilà tout."

Face à une situation révolutionnaire qui voit se dresser les paysans et les prolétaires en armes, contre l'ennemi étranger et le propriétaire foncier, le parti communiste chinois ne sait qu'opposer une attitude défaitiste: il entre au sein d'une formation politique bourgeoise que toute son histoire condamne précisément à faire le bourreau de l'insurrection. Les thèses de Bakou invoquaient l'appui aux mouvements nationaux-révolutionnaires: on réalise la fusion avec le droite bourgeoise qui n'est même pas nationaliste et encore moins révolutionnaire. Mais il faut dire plus, même si l'attitude du Kuomintang envers l'impérialisme avait été archi-révolutionnaire (dans la direction bourgeoise) alors même la fusion avec lui aurait été une trahison! Et seule la Gauche Communiste sut alors, au sein de l'Internationale, condamner rigoureusement une telle politique. Ses thèses du Second Congrès fournissaient du reste des directives on ne peut plus précises à ce sujet (septembre 1920):

Cinquième thèse: "Il est nécessaire de combattre énergiquement les tentatives faites par certains mouvements d'émancipation qui ne sont en réalité ni communistes ni révolutionnaires, bien qu'ils se parent des couleurs communistes: l'Internationale ne doit soutenir les mouvements révolutionnaires dans les colonies ou dans les pays arriérés qu'à la condition que les éléments des plus purs partis communistes - et communistes de fait - soient regroupés et éduqués pour leur tâche particulière, c'est-à-dire pour leur mission de combattre le mouvement bourgeois et démocratique. L'Inter-

(1) La révolution russe est une révolution où deux classes participent à la lutte révolutionnaire. "Ouvrir les yeux au peuple" c'est-à-dire à des forces sociales non prolétariennes mais capables de mener une lutte conséquente dans la révolution anti-féodale.

nationale Communiste doit entrer en relations temporaires et former ainsi des unions avec les mouvements révolutionnaires des colonies et des pays arriérés, sans jamais toutefois provoquer la fusion avec eux, en conservant toujours le caractère indépendant du mouvement prolétarien même dans sa forme embryonnaire". (Souligné par nous)

Toujours est-il que l'attitude de l'Internationale vida le parti communiste chinois de toute possibilité révolutionnaire en le faisant entrer dans le "bloc des quatre classes". Partant l'organisation chinoise fut amenée à négliger des forces qui, répondant à la définition de nationalistes-révolutionnaires, constituaient des alliées naturelles pour le prolétariat. Au lieu de les encadrer, au lieu de les arracher à l'influence du Kuomintang, le parti ne fit que permettre le massacre de ceux qui se tenaient sur un terrain radical. Des renseignements intéressants nous sont fournis à ce sujet par une lettre qu'écrivit la délégation russe en Chine au centre de Moscou (citée dans "La tattica del Comintern" PROMETEO; n°3; octobre 1946)

"Au plenum de décembre (1926) du C.C., avec la participation du C.E. de l'I.C., fut adoptée une résolution relative à la question paysanne. Dans cette résolution ne figure aucun mot relatif au programme et à la lutte agraire. La résolution répond seulement à une des questions les plus irritantes, la question du pouvoir paysan, et elle y répond négativement: elle dit qu'il ne faut pas lancer le mot d'ordre du pouvoir paysan afin de ne pas épouvanter la petite bourgeoisie. De là provient le fait que les organes du parti ont ignoré le paysan armé. (Souligné par nous)"

En fait l'Internationale n'ignora absolument pas la révolte paysanne; après le plenum de mai 1927, le C.E. confia la direction de la révolution agraire au Kuomintang de gauche, qui se mit aussitôt à l'oeuvre et ... massacra les paysans.

Mais si l'Internationale abandonne les paysans armés, son attitude envers les ouvriers et les soldats n'en est pas moins ouvertement contre-révolutionnaire:

"Plus d'un million d'ouvriers organisés sont privés d'un centre dirigeant. Les syndicats sont détachés des masses et, en grande partie restent des organisations d'état-major. Le travail politique et d'organisation est remplacé toujours et partout par la coercition et le fait principal est que les tendances réformistes croissent à l'intérieur comme à l'extérieur du mouvement syndical révolutionnaire. Familiarité cordiale avec les entrepreneurs participation aux bénéfices, participation à l'élévation de la productivité du travail, subordination des syndicats aux entrepreneurs et aux chefs, tels sont les phénomènes habituels". (Notons que le Parti - sous l'impulsion de Borodine - consentit à l'arbitrage obligatoire dans les conflits économiques entre ouvriers et entrepreneurs)

Extrait du C.C. Au plénum de décembre 1926:

" Il est extrêmement difficile de définir la tactique par rapport à la moyenne et à la petite bourgeoisie, parce que les grèves des ouvriers qui travaillent chez des artisans ou les grèves des employés ne sont que des conflits à l'intérieur de la même classe. Et l'une et l'autre des parties en lutte ( c'est à dire les entrepreneurs et les ouvriers ) étant nécessaires pour le front unique national, nous ne pouvons soutenir l'une des deux ni rester neutre". ( Ce passage pourrait facilement se passer de commentaires, mais rappelons seulement l'analyse de Lénine de la question coloniale, et surtout la recommandation de la nécessité d'une "dissociation précise des intérêts des classes opprimées, contre la conception générale des soit-disant intérêts nationaux, qui signifient en réalité ceux de la classe dominante" ).

"La caractéristique de l'attitude du parti envers l'armée a été définie par le camarade Chou En Lai dans son rapport. Il dit aux membres du parti: "Allez dans cette armée nationale-révolutionnaire, renforcez-la, élevez sa capacité de combat, mais ne conduisez aucun travail indépendant. Jusqu'à ces derniers temps il n'y avait pas de cellules dans l'armée. Nos camarades conseillers politiques se sont occupés exclusivement du travail politico-militaire du Kuomintang...". "Le plénum du C.C. de décembre a pris la décision de créer des cellules dans l'armée, cellules formées seulement de commandants, avec l'interdiction d'y faire entrer des soldats".

Cette politique désastreuse s'accompagne évidemment, à partir de 1924, d'une révision complète des thèses fondamentales mises en avant par l'Internationale lors de sa formation. Staline expose, dans les "Principes du léninisme", la nouvelle tactique orientale:

"Les communistes doivent passer de la politique du front unique national à celle du bloc révolutionnaire des ouvriers et de la petite bourgeoisie. Dans de tels pays ce bloc peut prendre la forme d'un parti unique, parti ouvrier et paysan, dans le genre du Kuomintang..." (Staline: "Les questions du léninisme"; p.264) Il n'y a pas ici un seul mot qui ne soit faux. La classe paysanne en elle-même ne peut agir de façon indépendante, accomplir une révolution qui lui soit propre. Elle ne peut être que l'auxiliaire de la révolution d'une autre classe; englobée dans la dictature du prolétariat, comme en Russie, elle peut, au moins dans une première phase, collaborer à la révolution socialiste; livrée à elle-même elle ne peut tendre que vers des solutions bourgeoises. La création de partis uniques, ouvriers et paysans, est réactionnaire dans la mesure où elle enchaîne le prolétariat à la paysannerie, enlevant ainsi à l'un comme à l'autre toute possibilité d'action anti-bourgeoise; d'autre part elle est utopique dans la mesure

où elle prétend réaliser une organisation capable d'exprimer deux voies historiques qui s'excluent mutuellement: celle du prolétariat et celle de la bourgeoisie dissimulée sous le masque paysan. En 1906 Lénine écrit:

"Un dernier conseil: prolétaires et semi-prolétaires des villes et des campagnes, organisez vous séparément. Ne faites confiance à aucun petit propriétaire, même petit, même "travailleur"... Nous soutenons entièrement le mouvement paysan, mais nous devons nous souvenir que c'est le mouvement d'une autre classe, non pas celle qui peut accomplir et qui accomplira le bouleversement socialiste. (Vol. IX, p. 410)"

De même en 1908 Lénine précise d'une façon absolument limpide les rapports organisatifs entre paysannerie et prolétariat:

et "On ne peut concevoir en aucun cas l'alliance du prolétariat de la paysannerie comme la fusion de classes diverses ou des partis du prolétariat et de la paysannerie. Non seulement une fusion, mais même tout accord durable serait funeste au parti socialiste de la classe ouvrière et affaiblirait la lutte démocratique révolutionnaire! (Vol. XI, p. 75)

Donc, précisément pour réaliser l'alliance nécessaire avec la paysannerie, précisément pour mener à bien ces tâches nationales-révolutionnaires restées en suspens en Orient, le parti communiste doit au préalable s'être séparé vigoureusement, du point de vue idéologique et par-dessus tout du point de vue organisationnel, du mouvement paysan ou petit-bourgeois.

Du reste cette tactique du stalinisme ne fut pas seulement appliquée à l'Orient, mais également à ... l'Amérique, où le jeune parti communiste américain fut complètement étouffé par son appui au parti des "farmers" de La Follette.

Les conséquences de l'alignement opportuniste, contre-révolutionnaire, puis aventuriste de l'Internationale n'allait pas tarder à se manifester. Lorsque les conditions objectives révolutionnaires existaient, l'Internationale avait étouffé toutes les tendances radicales par son entrée dans le Kuomintang et sa politique du "bloc des quatre classes". Après l'action violente de Chang Kai Chek qui clôt la phase révolutionnaire et ouvre la période de réaction, l'Internationale va une fois de plus en sens inverse, et se met à faire du pseudo-gauchisme. Après la répression anti-ouvrière d'avril 27, une scission se produit dans le Kuomintang et il se forme un Kuomintang de "gauche", auquel adhèrent les communistes, tandis que l'Internationale proclame "qu'il faut, partout où c'est objectivement possible, organiser des insurrections".



Cette politique aventuriste qui va même jusqu'à dire que le soulèvement doit venir des campagnes, la ville n'étant qu'une force auxiliaire, trouvera son épilogue sanglant dans le massacre des insurgés de Canton. L'insurrection, décidée par les organes centraux au moment même où toutes les conditions faisaient défaut, trouva en face d'elle toutes les tendances du Kuomintang unies. Limitées à un seul centre, historiquement isolée, (période de baisse du mouvement révolutionnaire, coincident avec la répression des derniers soubresauts paysans) elle fut vouée à une terrible répression.

+ # +

Ainsi s'achevait, noyée dans le sang, l'héroïque tentative du prolétariat chinois de prendre le pouvoir à la faveur de la poussée des peuples jaunes contre l'Impérialisme. Cette tentative, survenant en plein recul de la vague révolutionnaire internationale, mettait en évidence l'évolution opportuniste de l'organisation mondiale du prolétariat qui laissa les insurgés désarmés en face de leur propre bourgeoisie. Celle-ci, de son côté, mentra, en écrasant les ouvriers, être vraiment une bourgeoisie de la phase décadente du capitalisme: lâche et veule devant les grandes puissances spoliatrices, haineuse et impitoyable en face du prolétariat.

Pour le mouvement ouvrier international comme pour la lutte des peuples de couleur, la tragédie chinoise marque un tournant décisif. Elle reste, pour une longue période qui dure encore, la dernière lutte politique d'envergure menée par le prolétariat de façon autonome, et elle consacre, dans l'histoire du mouvement, le rôle contre-révolutionnaire joué dès lors par le centre de Moscou ainsi que la dégénérescence de l'Etat prolétarien russe et de l'Internationale. Dès les lendemains de l'insurrection de Canton la contre-révolution stalinienne se met en effet à procéder à l'extermination méthodique de tous les vrais communistes, déportant des dizaines de milliers de militants, massacrant la vieille garde bolchevique. Par ailleurs, après la brève période au cours de laquelle l'Internationale reproduira, avec les mêmes résultats, la politique aventuriste et provocatrice commencée avec la phase de Canton, Moscou optera définitivement pour la carte de la conservation sociale qu'elle jouera en tous temps et en tous lieux jusqu'au terme de sa déchéance en tant que point de ralliement du mouvement communiste international: la dissolution de la Troisième Internationale, la participation à la deuxième guerre impérialiste et son apologie.

Les peuples de couleur, subordonnés comme le prolétariat d'Europe à une identique stratégie, sont appelés par le centre de Moscou à collaborer avec les Etats qui les oppriment, et ceci pour l'excellente raison que ces Etats se trouvent placés dans le même camp que la Russie lorsqu'éclate le carnage impérialiste. On peut ainsi expliquer en partie - à côté des spéculations classiques qui font partie du jeu de l'impérialisme au moment de la compétition armée et qui conduisent chacun des belligérants à encourager l'irréductibilité... chez l'adversaire - que l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste aient tenté, auprès des coteries dynastiques arabes, de revêtir le prestige de défenseurs des peuples asservis d'Orient.

Ainsi l'échec de la révolution européenne et la consécutive dégénérescence de l'Internationale et de l'Etat ouvrier n'ont pas seulement abouti à effacer le prolétariat, en tant que force sociale autonome et consciente, de toute une période d'histoire contemporaine, mais aussi à provoquer un important temps d'arrêt dans le mouvement des peuples de couleur. Ce temps d'arrêt, coupant la tentative chinoise de 1927 du vaste mouvement qui renaitra sous Mao-Tsé-Toung (maquisard, stratège, diplomate, homme d'Etat, tout ce que l'on voudra, mais aucunement marxiste et communiste) a eu des conséquences décisives quant à la nature du mouvement d'indépendance qui s'est développé après la seconde guerre mondiale sur les ruines des empires déchus des vieilles puissances colonisatrices, Angleterre, Hollande, France...

La trahison stalinienne a sanctionné l'échec de la révolution prolétarienne internationale mais elle a aussi tronqué le lien qui l'unissait à la lutte des peuples de couleur contre l'Impérialisme et a donné à cette dernière un tout autre caractère, exclusivement nationaliste et bourgeois auquel seul l'irrésistible force historique née de l'implantation des rapports mercantiles dans ces pays a donné la possibilité d'affronter les puissances occidentales. On verra dans notre prochaine réunion que l'attitude russe durant ce "nouveau cours" de la révolution chinoise, pour être peu connue, n'en est pas moins édifiante quant au rôle contre-révolutionnaire de Moscou, même lorsqu'il s'agit de révolutions purement populaires et nationales.

-:-:-:-:-

Compte-rendu de réunion de groupe

LA REVOLUTION RUSSE

-:-:-

Au moment où les "tournants" soviétiques retenaient le plus l'attention de ce qu'il est convenu d'appeler "l'opinion publique", il n'était pas nécessaire d'insister longuement sur l'intérêt que présentait le sujet que nous avons choisi pour notre réunion de groupe de mars: la révolution russe. L'abondance de matériel politique de parti consacré aux divers aspects de cette question aurait suffi, à elle seule, à justifier notre tentative d'en retracer quelques lignes générales à l'usage des camarades et sympathisants qui sont privés de cette lecture par l'exaspérante frontière des langues.

Cependant, au début de notre exposé, nous avons tout de même voulu appuyer d'exemples immédiats et actuels l'idée centrale qui anime tout ce matériel, c'est-à-dire la justesse et la continuité de la position marxiste, en tant que seule explication valable de "l'évolution russe". La doctrine marxiste a connu, sur ce point notamment, tant de falsificateurs, conscients ou inconscients, aussi bien dans les rangs du stalinisme que dans ceux des groupes qui prétendent le combattre, et, d'autre part, tant d'éléments ouvriers révoltés croient pouvoir "intervenir" utilement dans le mouvement politique sans se préoccuper outre mesure des bases et fondements théoriques, qu'il était avant

- -

tout nécessaire, pour montrer l'intérêt direct et pratique de ce genre de travail, de souligner la déchéance idéologique et le véritable défaitisme de fait auxquels aboutissent ceux qui font fi de la théorie et des principes, ou ceux qui se vantent d'avoir tiré des événements des notions expérimentales "nouvelles" alors qu'en réalité, et pour ne pas avoir recherché des bases sérieuses, ils n'en ont effectivement rien compris.

L'occasion venait à point d'ailleurs de stigmatiser ce stupide engouement pour la "nouveau" en montrant le triste résultat qu'on obtient, même du point de vue des positions pratiques dans l'actuelle conjoncture, lorsqu'on ne part pas de l'interprétation exacte du passé. C'est pour quoi, en guise d'entrée en matière de notre exposé, nous avons tracé un tableau succinct des diverses "explications" qui ont cours sur la nature sociale de la Russie soviétique et nous avons dénoncé, comme conséquence directe de la confusion qui règne à ce sujet, l'optimisme injustifié que manifestent de prétendus "révolutionnaires" en présence du "nouveau cours" russe.

Il ne s'agissait évidemment pas de contester l'importance du phénomène dit de "déstalinisation" mais d'opposer à ces espoirs non-fondés la véritable signification de l'actuelle évolution russe: l'affirmation au grand jour d'une politique de conservation sociale et de consolidation tant extérieure qu'intérieure du capitalisme que le mouvement patronné par Moscou poursuit en fait depuis trois décades mais qu'il n'avait jamais reconnu avec autant d'impudence, la dissimulant jusqu'ici sous une phraséologie à tournure vaguement subversive et anti-impérialiste. Pour pénible que soit la constatation que l'évolution présente n'est en rien favorable à la reprise prolétarienne, il faut avoir le courage de la faire et de la communiquer aux ouvriers car c'est seulement cette brutale affirmation qui peut substituer au volontarisme inopérant qui se manifeste autour de nous le patient travail de reconstruction organique nécessaire.



Les déclarations de Kroutchew ne sont que les fruits amers d'une contre révolution aujourd'hui stabilisée et dont le produit économique et social ne diffère en rien du capitalisme d'occident; le fait qu'une telle évolution ne puisse se révéler au grand jour que par la profanation de la mémoire de celui qui en fut le principal artisan ne constitue qu'un cas classique et banal dans l'histoire. Il est seulement pitoyable de constater que des courants qui se disent révolutionnaires et ultra-extrémistes y accordent le plus d'attention, passant sous silence ses causes profondes ou les déformant puérilement.

Depuis notre réunion de mars la "déstalinisation" nous a valu d'autres "révélations" plus spectaculaires qu'inédites sur les "crimes" de la "période stalinienne"; elles ont permis, chez les bourgeois et les opportunistes les plus cyniques des résidus de la social-démocratie, une utilisation sans scrupules des nouvelles circonstances dans le sens de démontrer aux masses et plus particulièrement aux ouvriers "communistes" la supériorité du système démocratique auquel, maintenant, se rallient jusqu'aux tenants les plus farouches (prétendument) du "léninisme".

Un tel recul sur des positions pires encore que celles que nous avons connues jusqu'à ces derniers mois chez les organisations ouvrières avilies et dévoyées par l'opportunisme et le conformisme de la période dite "stalinienne" devrait suffire à édifier les "révolutionnaires" en mal d'agitation sur la portée réelle des derniers "tournants". Il n'en est rien; la confusion que nous dénonçons il y a 6 mois n'a fait que s'accroître, et c'est évidemment les éléments les plus représentatifs de cette "avant-garde" sans principes et sans scrupules - nous nommons les trotskystes - qui la manifestent avec le plus d'éclat et le plus de ridicule. "Retour réel à la démocratie prolétarienne. Discussion démocratique par la reconnaissance du droit de tendance et des droits des minorités", voilà ce que revendiquent les trotskystes dans une brochure qui vise les ouvriers staliniens et, en fait, s'adresse aux bourreaux de la révolution d'octobre. (1)

(1) "Pour un véritable "retour à Lénine". Lettre ouverte de la IV<sup>e</sup> Internationale aux membres des partis communistes.  
Juin 1956

Revendiquer ainsi la "démocratie" auprès des hommes et des partis qui sont devenus les piliers de la conservation sociale, ce n'est pas seulement trahir ceux qui ont donné leur vie pour lutter contre l'opportunisme centriste - et dont le nom n'a que trop servi de capital propagandiste dans de déshonorantes aventures électorales - et ce n'est pas seulement valoriser la clique de la contre-révolution internationale auprès des ouvriers que la pratique journalière tendrait à édifier sur cette trahison, mais c'est aussi valider une fois de plus l'intrusion de l'infection idéologique bourgeoise dans l'opinion des prolétaires les plus actifs.

En effet l'usage du terme de "démocratie" est tout aussi impropre à caractériser l'activité prolétarienne sous son aspect organisationnel que sous son aspect politique. Nous renvoyons l'auditeur à nos textes de parti qui traitent spécialement de cette question et montrent la contradiction dans les termes que représente l'accouplement des mots "démocratie" et "prolétariat" (1). Ici nous nous bornerons à relever l'escroquerie typique commise par les partisans du frontisme et du noyautage lorsqu'ils spéculent sur cette assimilation, incorrecte mais fréquente chez les éléments de "la base", entre "démocratie interne" et discussion pratique des détails de l'activité, alors que l'étymologie du terme nous révèle déjà qu'il signifie tout autre chose: la lutte entre des opinions politiques. La présence de "cratos"-pouvoir- prouve bien que le mot implique une notion d'autorité, même lorsqu'on l'utilise par extension, et non plus pour caractériser un régime politique, pour définir une méthode d'organisation et les rapports intérieurs de celle-ci. Notion d'autorité donc, mais qui ne repose pas sur la valeur des principes mais sur celle de l'importance des "voix".

(1) "Force et violence dans la lutte de classes"; "Thèse pour le programme de la G.C."

A cette première supercherie vient s'en ajouter une autre, celle qui explique la dégénérescence des partis communistes et de l'Etat russe par la "violation de la démocratie prolétarienne". Sur ce point nous reviendrons ultérieurement lorsque nous étudierons les événements postérieurs à octobre 17. Pour l'instant nous concluons brièvement cette digression en dénonçant l'abus de la référence à Lénine, utilisée comme toujours, chez les trotskystes tout comme chez les staliniens, pour camoufler des positions qui lui ont été toujours étrangères.

Lénine, il est vrai, a parlé de "démocratie", mais en tant qu'étape politique et sans en cacher le contenu social. Il ne cessait de répéter que lorsque le prolétariat luttait pour la démocratie, il luttait pour le capitalisme et le justifiait comme une tactique propre à une situation historique spéciale au cours de laquelle deux classes participent à la lutte révolutionnaire. Par contre s'il admit que le parti du prolétariat puisse, dans des circonstances déterminées marcher côte à côte avec des partis représentant des classes non-prolétariennes, il n'accepta jamais la collaboration avec les opportunistes du mouvement ouvrier.

Que le prolétariat puisse appuyer d'autres classes ou lutter aux côtés d'une autre classe qui, lorsqu'il s'agit de la paysannerie peut constituer une force révolutionnaire sans toutefois pouvoir diriger une révolution, c'est une clause correcte pour le marxisme. Mais galvauder les mots d'ordre, les arguments, la terminologie propres à cette clause et les employer dans des phases de développement historique où elle ne se justifie plus, c'est là le plus vil opportunisme, la plus répugnante escroquerie théorique-politique.

On conçoit aisément que la reconstruction des forces de classe ne pourra se séparer d'une énergique lutte contre cette falsification et que toute une génération de révolu-

tionnaires devra reconquérir les bases théoriques d'explication et d'appréciation exactes des situations historiques ainsi que des conditions de leur genèse. Ce n'est donc pas vaine spéculation que de longuement les exposer.

-1.- But et méthode de l'exposition.-

Les définitions diverses qui, de tout côté, sont données de la nature économique et sociale de la Russie actuelle ont au moins ceci de commun qu'elles s'accordent à lui reconnaître, ainsi qu'aux démocraties populaires, une base économique fondamentalement différente de celle des autres pays.

La bourgeoisie capitaliste, bien que ses esprits les plus avertis sachent qu'ils n'ont plus rien à redouter, d'un point de vue de subversion sociale, des hommes de Moscou, n'en continue pas moins à considérer l'U.R.S.S. comme un pays "communiste", et elle profite de l'équivoque entretenue dans les deux camps pour s'efforcer de dégoutter à tout jamais les ouvriers du socialisme en présentant comme tares et déficiences "collectivistes" les abus et contradictions qui, en Russie comme ailleurs, ne sont que la contre-partie classique et inévitable du développement capitaliste, surtout lorsque ce développement s'accomplit à pas de géants, au rythme aigu de la phase impérialiste.

Paradoxalement cette dénigration a profité à la propagande stalinienne qu'elle prétend combattre puisque cette dernière, qui affirme évidemment que la Russie est un pays où le socialisme est un fait accompli, a pu présenter les attaques "occidentales" - surtout au moment de la période dite de "guerre froide" - comme les preuves indiscutables d'une inconciliable opposition sociale et idéologique entre les mondes de l'Est et de l'Ouest. Il n'est



pas jusqu'à la conception trotskyste qui n'ait consolidé l'opinion d'une Russie à fondements socialistes et l'ait ainsi valorisé<sup>e</sup> aux yeux des militants bien qu'elle participe à la fois des deux thèses, l'une hostile l'autre favorable au régime russe, dénonçant la direction bureaucratique de Moscou et sa tactique défaitiste sur le plan international d'une part, mais, de l'autre, affirmant la nature socialiste de l'économie russe et sa structure orthodoxe et conforme à la description marxiste.

Ainsi, dans les principales nuances de l'opinion politique, on retrouve donc, que ce soit sous forme d'approbation ou de condamnation, le credo en une économie russe socialiste. Même chez de minuscules courants politiques qui se sont détachés du trotskysme devant l'insurmontable contradiction entre le soutien de la Russie en tant "qu'Etat ouvrier" et la critique de sa politique, ou encore chez des tendances qui se rapprochent, de près ou de loin à l'opposition ouvriériste dans l'Internationale, il est admis, c'est vrai, que l'économie russe actuelle est capitaliste, mais en même temps on prétend y découvrir des formes "nouvelles" échappant aux lois de l'économie mercantile, ainsi qu'une structure sociale caractérisée par l'avènement de la "bureaucratie", laquelle, née du prolétariat mais luttant contre lui, en même temps que contre bourgeoisie, se serait érigée en classe dominante.

Il ne serait pas inutile de montrer - mais ce n'est pas là notre sujet - que ces "théories" contribuent tout autant, sinon davantage, que les thèses bourgeoises et stalinienne, à masquer la nature véritable de l'actuelle Russie et à fausser l'explication correcte de son évolution. Aujourd'hui nous n'en sommes qu'à exposer les antécédents historiques de la période qui s'étend jusqu'au 1917 russe. Mais comme le travail que nous nous efforçons de faire ne prétend pas à l'oeuvre d'historiens, mais à celle de militants de parti, et que si nous abordons sous

l'angle théorique l'étude d'une étape historique du mouvement, c'est pour en déduire des données et principes pour l'action à venir du prolétariat, nous dédaignerons délibérément toute préoccupation de gradation démonstrative et nous poserons la conclusion avant les prémisses, formulant en premier lieu l'idée qui doit nous servir de guide tout au long de l'exposition: la Russie actuelle est capitaliste et sa politique est toute axée sur la poursuite des meilleures conditions pour la production mercantile et la sauvegarde des privilèges sociaux que cette production implique, quelle que soit, par ailleurs la place des bénéficiaires russes dans la hiérarchie mondiale des groupes qui se partagent, et se disputant, le profit.

Ce serait un lieu commun de dire que la démonstration de ce fait est la clef de voûte du futur processus de reprise prolétarienne et de montrer que, puisque la majeure partie des travailleurs continue à croire en une Russie socialiste et à faire confiance à ses représentants et à leurs collègues des P.C. nationaux, la tâche pratique des révolutionnaires consiste à leur arracher ces illusions et à prouver que l'U.R.S.S. est un pays capitaliste ayant des intérêts identiques à ceux des pays du monde occidental et qu'elle est prompte, comme elle l'a déjà fait à plusieurs reprises, à sacrifier à ces intérêts ceux du prolétariat international.

Le mode capitaliste de production se reconnaît à la manifestation de lois définies, à la présence de catégories sociales et de formes bien déterminées dans la production et l'appropriation du produit. Depuis que l'existence de ces lois et de ces formes a été ouvertement affirmée par les dirigeants du Kremlin en proie aux difficultés d'une gestion immense, il ne serait plus possible de dissimuler la véritable nature de la Russie actuelle si le sens de ces affirmations n'était faussé par une propagande plus

bruyante qu'habile mais qui bénéficie, outre la puissance de son appareil de diffusion, de la complicité objective de la propagande bourgeoise (sous la forme que nous avons évoquée) et de l'analphabétisme politique d'une opinion générale émasculée et avilie en fonction même de la décadence de la pensée bourgeoise.

Une efficace méthode de dénonciation de la nature capitaliste de l'économie russe consiste donc à en relever les traits caractéristiques, tels qu'ils figurent dans les affirmations des pontifes de Moscou et à en développer les conclusions logiques et nécessaires quant à la sujétion de cette économie aux lois du mercantilisme et à la politique tant internationale qu'intérieure qui y correspond. Un tel travail a été accompli dans notre mouvement et figure dans notre matériel politique(1); nous y reviendrons dans des réunions appropriées.

Pour l'instant nous avons cru préférable, puisque nous disposons également d'un ample matériel sur cet autre aspect de la question, de commencer par l'historique de la formation de la Russie moderne et de retrouver dans sa genèse et dans la portée des formidables événements d'octobre 17 les raisons de cette évolution. Dans le cadre très réduit où s'exerce actuellement tout notre effort, une telle méthode nous a paru plus conforme à nos préoccupations de groupe parce que celui-ci est amené à affronter, non seulement le climat général réactionnaire où dominant les grandes forces politiques qui ont hérité de la décomposition opportuniste de deux Internationales ouvrières, mais aussi la pernicieuse influence de modestes courants qui prétendent, eux aussi, lutter contre cette dégénérescence, et, en réalité, entendent, sur cette même lancée, reviser et rénover la théorie révolutionnaire du prolétariat. Au cours du nécessaire effort de déli-

(1) "Dialogue avec Staline".

mitation vis à vis de ces groupements, s'il faudra également opposer à leurs fantaisistes "théories" sur la réalité économique et sociale russe la rigoureuse analyse marxiste telle qu'elle est exposée dans les textes évoqués ci-dessus, il est encore plus urgent, pour révéler la profondeur du fossé idéologique qui nous sépare d'eux, de mettre d'abord à contribution notre position sur l'interprétation historique de l'évolution russe et la façon dont la théorie marxiste résolut le problème posé au mouvement socialiste par un pays où le prolétariat avait à faire, non pas une, mais deux révolutions.

Qu'il soit prouvé que l'économie russe d'aujourd'hui n'est en rien socialiste, c'est là un résultat extrêmement important dans le combat général que doivent mener les révolutionnaires pour arracher à l'influence du stalinisme les grandes masses ouvrières qui lui sont justement attachées par le postulat du "socialisme en Russie". Mais montrer, à travers la genèse des positions d'octobre et à travers toute l'analyse marxiste des choses russes que cette économie n'était pas, après la victoire insurrectionnelle, et ne pouvait pas être socialiste au sens rigoureux du terme, parce qu'encore assujettie à des formes capitalistes et même pré-mercantiles, voilà qui nous paraît très important pour réfuter tout le révisionnisme de ces courants prétendument extrémistes. Comme nous en effet, ces derniers admettent bien que les bases de l'actuelle économie russe sont capitaliste <sup>mais par ailleurs</sup> ~~mais par ailleurs~~ ~~leurs~~ ils prétendent qu'elles avaient cessé de l'être au lendemain de la révolution d'octobre et que l'échec du socialisme en Russie et la dégénérescence de l'Etat prolétarien sont imputables à la politique bolchevique et en particulier à l'observation de principes qui sont pour nous fondamentaux, mais qu'ils trouvent, eux, "périnés", voire nocifs pour la révolution prolétarienne: l'existence du parti de classe, son rôle hégémonique dans la dictature du prolétariat.

De plus un tel terrain de clarification nous porte au coeur même du problème des conditions historiques de formation, en France du parti de classe, car à l'origine de ces positions révisionnistes on ne trouve réellement aucune "découverte" théo-



rique, aucune "donnée nouvelle" découle<sup>nt</sup> d'expériences... en vérité bien incomprises. On ne trouve, en réalité, que de vieilles traditions et de vieux préjugés dont le marxisme a fait une fois pour toute justice, mais qui réapparaissent comme produits de décomposition de toutes les phases de recul, même si, paradoxalement, ils trouvent audience parmi ceux qui veulent lutter contre cette décomposition. Effectivement chez ces gens c'est toujours de volonté qu'il s'agit: "volonté de la base" contre "l'arbitraire du parti", volonté de "reprise" contre le cours des événements défavorables, "volonté", enfin contre les difficultés que comporte l'itinéraire imposé matériellement à la politique économique de l'Etat prolétarien par l'état d'insuffisant développement des forces productives, bien que cet Etat soit fondé par et pour l'adictature du prolétariat, par et pour la perspective du socialisme. Au demeurant, en luttant contre ces concepts "extrémistes", nous ne nous écartons pas tellement de la lutte contre cet autre volontarisme, celui des chefs opportunistes de la 3ème Internationale qui, eux aussi, ont "voulu" rattrapper l'adversaire, qui ont cru le duper alors qu'ils lui faisaient des concessions fondamentales, et ne sont pas parvenus à autre chose qu'à précipiter l'organisation mondiale du prolétariat dans la collaboration de classe et dans une nouvelle "union sacrée".

Nous parlons de "lutte de concepts" mais il est évident que la lutte sociale n'est jamais une "lutte d'idées": à l'origine des grandes déviations du mouvement ouvrier, de même qu'à l'origine des chutes dans l'opportunisme et du reniement des principes, il y a toujours la répercussion, pas toujours visible, du reflux ou des défaites de la lutte de classe. Il est certain qu'à un certain degré de l'évolution opportuniste la question ne peut se trancher que sur le terrain pratique, et qu'il est vain, à l'instar des traskystes, de vouloir sauver l'organisation en luttant en son sein pour la restauration des principes. Une organisation authentique-

ment classiste est nécessaire au prolétariat et elle ne pourra surgir qu'au feu de la lutte effective. Mais il n'en est pas moins vrai que lorsque le parti ouvrier est devenu ce "cadavre puant" dont parlait Rosa Luxembourg, son autopsie est la condition préalable de toute "reconstruction" organique, et cette autopsie consiste essentiellement à étudier les conditions qui ont provoqué et accompagné l'abandon des principes justes. On y retrouve alors des germes tenaces, ressurgissant toujours à chaque recul et qui se manifestèrent déjà dès les premiers pas du mouvement ouvrier, justement parce qu'ils sont comme lui le produit du mode de production capitaliste et une caractéristique des plus marquantes d'une société où la classe révolutionnaire, en même temps qu'elle est portée de façon continue à lutter pour sa propre existence et à poser une revendication historique qui nie le capitalisme, se voit littéralement sollicitée, à peine a-t-elle amélioré minimum sa situation économique, par les formes les plus délétères de la société bourgeoise, par les plus mensongères des illusions sur lesquelles repose le mode de vie de la classe qui l'exploite.

Si dans tous les pays la critique de la décomposition de la 3<sup>ème</sup> Internationale se soude ainsi à la rétrospective de toutes les grandes déviations historiques et de toutes les chutes du mouvement ouvrier, la chose est encore plus vraie pour la France, qui fut sans doute le berceau de la plus grande et plus radicale révolution bourgeoise, et des premières luttes épiques du prolétariat, mais qui prit aussi la part la plus honteuse, sinon la plus importante, dans les deux vagues successives de la dégénérescence des Internationales ouvrières. La reconstruction des forces de classe sera internationale, mais la portion de cette tâche qui incombera aux révolutionnaires de France sera particulièrement lourde car le triste privilège d'avoir à l'accomplir dans un tel cadre historique les contraint dès aujourd'hui, au stade encore embryonnaire actuel, de combattre non seulement les formes classiques d'évolution opportuniste sous ses aspects traditionnels du réformisme et du parlementarisme, mais aussi les ramifications encore plus anciennes - et peut-être plus dangereuses - qui dissimulent sous une phraséologie "extrémiste" une sujétion à

l'idéologie démocratique aussi profonde que celle de l'opportunisme petit-bourgeois.

En les soumettant à une critique sommaire, préalablement à l'étude des "conditions russes", nous avons tracé déjà l'épine dorsale de la grande divergence qui sépara les marxistes russes de toutes les écoles volontaristes et "subjectivistes" qui, tout comme nos anarchistes d'occident, prétendaient réaliser n'importe quand et n'importe comment un vague système égalitaire et collectiviste, incapables qu'ils étaient de comprendre la nécessité, du point de vue économique et social, de l'étape bourgeoise et mercantile, mais incapables aussi d'utiliser à des fins prolétariennes et socialistes la dynamique subversive qu'elle comporte.

#### ☞ - Conceptions de la révolution. -

Les tendances anarchistes proprement dites n'eurent guère de part dans la révolution d'octobre; elles firent davantage parler d'elles lorsque surgirent, dans ce pays ruiné par la guerre civile et étrangères, les premières et terribles difficultés d'ordre économique et social. La discussion des critiques que formulèrent alors les anarchistes appartient à un autre aspect de la question russe, celui des rapports entre le programme économique des bolchevicks et la dictature politique, dont nous parlerons ultérieurement. Nous nous arrêterons cependant sur le sens général de ces critiques car elles illustrent éloquemment ce volontarisme dont nous venons de parler, et qui, dans ce cas, s'obstine à nier les limites matérielles des possibilités de transformation sociale et économique dans un pays arriéré, en prétendant résoudre les difficultés par des phrases et par des mots: "libre initiative", "spontanéité des masses", etc..

Voline, qui se prétendait, parmi les anarchistes russes, le plus "proche" des marxistes, et ne l'était en réalité qu'en ce sens qu'il estimait, à l'encontre des individualistes, que l'organisation était nécessaire, a reproché aux bolchevicks,

- -

dans la période postérieure à octobre 17, la lourdeur et les "fautes" de l'appareil politico-administratif, notamment en ce qui concerne l'organisation de la production et des transports. Lénine a maintes fois signalé cette carence et il l'expliquait toujours - de même que l'impossibilité de se passer de spécialistes venus des classes battues - par le retard économique et culturel de la Russie. Ces critiques n'apprennent donc rien de neuf et les exemples qu'elles utilisent peuvent justement servir à montrer la supériorité qu'aura la révolution prolétarienne lorsqu'elle surgira dans un pays développé. Mais ce qui est particulièrement condamnable dans la position de Voline ( et dans celle de bien de "révisionnistes" de notre connaissance) c'est la prétention de surmonter ces difficultés par la démocratie, ou encore arguer de ce qu'elles ne se présenteront plus dans un pays "avancé" pour en déduire que la dictature sera superflue.

En réalité la dictature se justifie par la résistance des classes dépossédées; résistance inévitable et dont la prévision est absolument sûre quoiqu'en disent les Kroutchew et Cie, et qui n'a pas de rapport direct avec le degré de culture du prolétariat et son aptitude à remplir plus ou moins rapidement toutes les tâches de la production et de son organisation rationnelle qui, naturellement, seront bien plus aisément menées à bien dans les pays hautement industrialisés que dans la Russie de 1917 à peine issue du féodalisme, et ce d'autant plus qu'un 1/2 siècle "supplémentaire" de capitalisme aura formidablement accru l'instruction technique et générale des ouvriers.

La nécessité de la dictature après la prise du pouvoir par le prolétariat est un point de principe qui découle de l'expérience historique ( et nous verrons combien l'expérience russe l'a justifiée) et résulte de la dynamique même des classes. Rien ne peut donc être modifié à ce sujet dans le programme révolutionnaire du prolétariat. Ce qu'on peut ajouter à propos de la Russie d'octobre c'est que les "fautes" même que signale Voline doivent être revendiquées comme conditions matérielles de la révolution russe; conditions inévitables qui



représentent la contre-partie historique de la possibilité de victoire du prolétariat dans ce pays arriéré. Elles ne nous autorisent donc pas à retrancher quoi que ce soit de notre revendication de l'intégralité de la position bolchevique aussi longtemps que celle-ci fut axée sur la perspective de la révolution européenne et qu'elle s'orienta sans compromis et avec cohérence dans ce sens.

Les matérialistes savent bien qu'aussi longtemps que subsistent les catégories et conditions économiques que le socialisme doit justement faire disparaître - division du travail, contraste ville-campagne, opposition entre "intellectuels" et "manuels", etc ... - la classe prolétarienne au pouvoir subit dialectiquement toutes les conséquences de cette période transitoire. Et lorsqu'il s'agit d'un pays arriéré où les prémisses du socialisme ne sont pas encore remplies, ces conséquences sont encore plus impérieuses et lourdes de charge: l'Etat prolétarien doit prendre en charge une tâche de "construction" qui n'est en rien socialiste car le socialisme ne se construit pas. Il faut une poignée de fer sur l'économie, un lourd appareil de contrôle, une bureaucratie. Or qui dit bureaucratie dit incohérence, irresponsabilité, abus...voire extravagance. A cette situation il n'est qu'un remède: la rigueur et l'implacabilité du parti de classe pour permettre d'attendre l'extension internationale de la révolution. La gestion économique du pouvoir issu d'octobre n'a pas échappé à cette règle; l'essentiel lorsqu'on la soumet à la critique c'est de déterminer ce qu'il fallait subir, ce qu'il était possible de faire. On l'examinera ultérieurement phase par phase, en constatant que les conceptions marxistes et anarchistes, un moment d'accord dans la tâche pratique de destruction du tsarisme, ne cessèrent ensuite de se tourner le dos comme il était normal. ~~En~~ En raison des divergences dont nous nous ne développerons ici que quelques importantes généralités.

Pour comprendre l'ampleur de l'opposition entre les deux doctrines, il faut remonter jusqu'à la polémique d'Engels contre Düring. Ce dernier, on le sait, voyait dans la

violence la cause première de l'exploitation économique. De même les anarchistes placent au centre de l'évolution historique la lutte entre "l'autorité" et la "liberté": c'est l'oppression qui selon eux est le point de départ de la misère sociale.; toute lutte qui détruit l'instrument de l'oppression, l'Etat, peut inconditionnellement supprimer l'inégalité économique, et si elle ne le fait pas c'est tout simplement.. parce que les chefs qui ont mené cette lutte l'ont trahie.

Voilà toutes les révolutions ramenées à ce cane va standard, sans rapport avec le mode de production à détruire et celui à instaurer, reposant seulement sur l'honnêteté des chefs et la vigilance de la "base". Disparu le critère de classe, tant dans la discrimination des <sup>amis</sup> et ennemis de cette révolution que celles des formes de production qui correspondent aux classes en lutte, il ne reste plus en présence que l'éternelle et métaphysique incarnation du mal social, l'Etat, et l'autre non moins éternelle et métaphysique incarnation du "progrès", la volonté et la sagesse du peuple, avec toutes les recettes d'ordre organique qui s'y rattachent et que l'expérience historique offre aux anarchistes: le fédéralisme, le syndicalisme, etc...

En regardant de plus près ce que contient cette éternelle lutte qui a servi de schéma définitif aux anarchistes on s'aperçoit qu'elle correspond à une période historique limitée et qu'elle ne révèle rien d'autre que la révolution bourgeoise. Nous allons parcourir rapidement la démonstration de ce fait en relevant au passage comment et pourquoi les révolutions modernes, même limitées à la conquête du mode bourgeois de production, présentent déjà des revendications à caractère égalitaire, voire socialiste. Ceci s'explique que les anarchistes puissent parler de "trahison" parce que ces revendications n'ont pas été satisfaites, et s'explique par la présence du jeune prolétariat qui, devant soutenir la révolution bourgeoise, lui donnait le maximum de radicalisme révolutionnaire.

La grande révolution française de 1789 est la révolution bourgeoise-type; à elle les anarchistes sont comme rattachés par un lien ombilical. Elle convient donc parfaitement à la comparaison des doctrines anarchistes et marxistes, à la

confrontation du matérialisme historique avec toutes les autres conceptions philosophiques de l'histoire. Les Jacobins durent affronter une résistance acharnée de la part des vieilles classes féodales et de la monarchie absolue; ils durent lutter contre la coalition des dynasties européennes patronnée par la très capitaliste Angleterre. Sur tous les plans il leur fallut prendre les positions les plus radicales : pousser la critique du droit divin jusqu'à la démolition de la religion ( que la révolution anglaise avait laissée à peu près intacte, comme le note Engels) avoir recours à la dictature de salut public, à la terreur. Deux précédents historiques qui exercèrent une influence certaine sur l'expérience révolutionnaire et la formation politique de la classe ouvrière, dont les premiers représentants issus de la décomposition des corporations et déjà concentrés dans l'industrie manufacturière, prirent une part déterminante dans la lutte armée contre la royauté.

Mais pour que cette expérience révolutionnaire prenne chez les prolétaires les caractères propres à leur classe il fallut de terribles expériences; et pour que se dessine la doctrine de la nouvelle révolution - la révolution socialiste - il fallut la synthèse avec la théorie de Marx dont on sait qu'elle se fonda sur la critique du triple apport de l'économie anglaise, de la philosophie allemande et de l'épopée naissante du prolétariat parisien.

La rupture avec l'idéologie de 1789-93, que le marxisme expliqua et développa, les ouvriers de la capitale la firent dans la pratique; ce qui caractérise les anarchistes c'est qu'ils furent incapables de la faire dans la théorie. En constatant la flagrante contradiction entre la réalité de la société bourgeoise et la devise qui, dérisoirement, figure encore au fronton des édifices publics, ils ont continué, au lieu de critiquer la formulation à ses résultats, à critiquer les résultats en se revendiquant de la formulation. Le contraste est saisissant avec la position marxiste: "On ne peut juger une époque de révolution sur la conscience qu'elle a d'elle-même", dit "L'introduction à la critique de l'Economie politique". Or c'est exactement ce que font les anarchistes car l'idéologie de "liberté" qu'ils continuent à revendiquer n'est pas autre chose que le produit et la "conscience" de l'époque de la grande révolution française. Crisant "a posteriori" à la trahison de la révolution, ils reprennent à leur compte les illusions de ceux qui la firent.

La grande levée sociale de 1789 ne pouvait déboucher ailleurs que dans la production mercantile génératrice de l'exploitation capitaliste et dans l'épanouissement de la démocratie bourgeoise, forme adéquate à la spoliation de la force de travail. Mais si la révolution française sut briser une force sociale dominante alors tout un continent (à la différence des révolutions bourgeoises ultérieures qui furent moins radicales parce que "normalisant" des rapports économiques en grande partie développés) c'est parce qu'elle sut mettre en branle toutes les couches de la population, avec, au premier rang, la combattive "plèbe" qui s'efforça de donner à la lutte un caractère égalitaire et "niveleur".

Pourquoi cette dernière tentative ne fut-elle pas couronnée de succès? C'est une chose qui s'explique à travers l'étude de l'économie et de la propriété: il est remarquable que les chefs politiques de la bourgeoisie, dans leur souci de présenter leur revendication de classe comme des revendications de nation, s'appliquèrent à justifier la structure adoptée dans le domaine du droit par des raisons d'intérêt collectif. Ils estimaient que la propriété était respectable dans la mesure où elle était utile à la société - abolissant notamment la propriété ecclésiastique "non-fondée sur le travail". Mais il est bien connu que la moindre allusion à la suppression de la propriété en général soulevait dans les Assemblées une tempête de protestations. Seuls les éléments extrêmes - les Babouvistes et ceux qu'on appelait les "enragés" - osèrent formuler cette suppression. Mais il est clair que pour que celle-ci fut concevable de façon rationnelle il fallait au préalable que la propriété fut devenue sociale à travers sa forme de capital, ce qui, en 1789, n'en représentait qu'une très faible proportion.

Pourtant, comme la production mercantile qui se développait à l'ombre de la structure féodale aggravait les conditions déjà misérables des travailleurs des villes et des campagnes, le mouvement de la bourgeoisie qui, à ses débuts, n'était qu'à peine perceptible, se manifestant par une timide réprobation moralisante de la vie de la Cour (voir P. Lékhanov: "L'art et la vie sociale") finit par se généraliser englobant toutes les couches de la population. Si la doctrine socialiste avait déjà fait son apparition, sous la forme utopiste



ou déjà authentiquement prolétarienne avec Babeuf, cela ne prouve nullement que la société égalitaire dont rêvaient ces précurseurs, et dont la "trahison" par les chefs bourgeois est le grand argument anarchiste, était possible. Cela exprimait au contraire que le socialisme était encore impossible à cette époque puisque la revendication en prenait la forme d'un ascétisme pour tous impliquant une réduction des richesses individuelles mais aussi un arrêt des possibilités délargir la richesse globale de la société.

La présence de ce ferment égalitaire explique aussi que la révolution de 1789 se soit présentée sous un large drapeau idéologique, avec des formulations audacieuses mais qui ne pouvaient être intégralement réalisées. Parlant de ces revendications, Marx écrit, dans "Le XVIII Brumaire de L.N. Bonaparte": "la phrase débordait le contenu", c'est-à-dire que les mots d'ordre d'égalité dépassait les possibilités réelles de la transformation sociale en cours, alors que dans la révolution de 1848, où le prolétariat exprimait dès lors ses véritables revendications de classe, mais toujours sous la terminologie de 1793, c'était "le contenu qui débordait la phrase".

Une révolution ne débouche donc pas dans n'importe quel mode de production. La revendication des "sans-culottes" devait forcément épouser la revendication d'égalité politique que posait la bourgeoisie et qui constituait la principale condition de développement de sa production économique, le mercantilisme, la "libre production", la libre circulation de la force de travail. A toutes ces libertés s'opposaient les privilèges de l'aristocratie et les rapports personnels de droit qui les consacraient dans l'Ancien régime. Dans la lutte pour abattre ce dernier il est bien vrai que la volonté du bourgeois de commercer à son gré et d'y employer toute la puissance de l'Etat, se rencontra avec celle du plébéen qui, bien plus prompt à prendre les armes l'avait devancé dans la révolution, impatient de se libérer de l'arbitraire féodal et de la morgue du ci-devant insultant à sa misère. Mais on connaît le contenu final de cette alliance ce fut la libération de la force de travail mais au profit d'un système d'exploitation encore plus rigoureux. Cet aboutissement constitue une étape histori-

que nécessaire que les révolutions ultérieures pouvaient tenter d'abrégé en tentant la double-révolution anti-féodale <sup>et</sup> anti-bourgeoise mais non escamoter. La grande révolution française devait, elle, en subir intégralement le cours: les privilèges fondés sur le sang laissant la place à de nouveaux privilèges basés sur le monopole des moyens de production. Liberté, mais liberté pour les riches d'acheter la force de travail source de plus-value, liberté de la vendre pour les pauvres, pour ceux qui ne peuvent plus l'utiliser à leur profit, faute du capital devenu nécessaire à la production autonome.

Pour qu'une autre révolution fut possible, il ne suffisait pas que des individus plus clairvoyants entrevissent les tares de la nouvelle forme sociale, il fallait que surgisse la nouvelle classe révolutionnaire dont le développement était lui-même lié au développement du capitalisme dont les conditions venaient à peine d'être créées.

L'école qui prétendait fonder le socialisme avant que se manifeste l'effective action de masse d'une classe puissante et organisée fut pour cette raison appelée utopiste, mais c'est à tort que l'opinion petit-bourgeoise, pour laquelle tout ce qui sort de l'étroit horizon mercantile est utopie, à accolé le même qualificatif aux théories anarchistes. En réalité celles-ci vont à rebours de l'histoire car, si elles ont introduit "a posteriori" des objectifs égalitaires, voire communistes dans la révolution bourgeoise classique où les conditions du socialisme font totalement défaut, elles prétendent, aujourd'hui où ces conditions sont réunies dans un grand nombre de pays, revendiquer la formule indélébilement bourgeoise de liberté alors que son abandon au profit de celle de la dictature du prolétariat est la première condition de la révolution socialiste et qu'elle consigne, dans la théorie et le programme, que la classe ouvrière s'érige en facteur social et historique indépendant.

L'essentiel de la divergence entre le marxisme et l'anarchisme tourne autour de cette idée centrale de "liberté"

Le marxisme n'a pas seulement établi que cette liberté qu'ido-  
lâtre la société bourgeoise n'est en réalité que la liberté  
des riches, mais aussi que ce mot d'ordre, s'il a eu une signi-  
fication révolutionnaire ne l'a eu que parce qu'il exprimait  
un conflit entre les forces productives sociales et le régi-  
me de propriété existant. Dans l'acceptation marxiste, en effet,  
la révolte sociale n'est pas, comme dans le concept anarchiste,  
le produit de la volonté et de la conscience des hommes, mais  
elle exprime essentiellement le heurt entre les forces produc-  
tives et la superstructure politique et sociale: " A un certain  
degré de leur évolution les forces matérielles de la société  
entrent en contradiction avec les conditions de production  
existantes, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec  
les conditions de la propriété qui ont régi jusqu'à alors le  
domaine de leur action. En face du développement des forces  
productives ces conditions opèrent alors un revirement en bri-  
sant les chaînes des vieilles forces. C'est une phase de révo-  
lution sociale."

Sans doute ce sont des hommes qui se battent et non  
des choses, des "rapports"; mais ils se battent dans des condi-  
tions déterminées, par les conditions de leur vie matérielle à  
leur tour définies par le mode de production: "Ce n'est pas la  
conscience de l'homme qui détermine sa façon d'être, mais au  
contraire son être social qui détermine sa conscience". L'"In-  
troduction à la critique de l'Economie politique" dit encore:  
"Il faut distinguer toujours soigneusement dans l'examen de ces  
revirements entre le bouleversement matériel des conditions  
économiques, qu'on peut étudier aussi rigoureusement qu'un  
phénomène naturel, et les manifestations politiques, religieu-  
ses, artistiques ou philosophiques, les formes idéologiques  
à travers lesquelles les hommes deviennent conscients de ce  
conflit et le liquident". Cela s'applique on ne peut mieux  
à la révolution de 1789-92 et explique la confusion des anar-  
chistes croyant en ses possibilités égalitaires et collecti-  
vistes sur la foi des affirmations les plus hardies qui s'y  
firent jour. Le contraste entre les possibilités historiques  
de cette révolution et ce que promettait son idéologie découle  
du fait que les conditions matérielles d'une phase donnée - ain-  
si que leur reflet dans la conscience des hommes - ne se lini-

tent pas à celles qu'englobe le mode dominant de production, de même que les forces sociales en révolte ne se limitent pas aux catégories qui ont un intérêt direct et immédiat à la destruction de ce mode; ces conditions comprennent l'ensemble des conditions qu'offre le présent et qu'a léguées le passé et l'ensemble des couches sociales que domine la forme de production.

Ainsi à la fin de la phase féodaliste la revendication communiste existe déjà, mais dans sa forme la plus simpliste, celle que lui a légué le passé: la forme égalitaire. Que veulent donc ces premiers communistes? Réduire le niveau de vie au niveau ascétique qui est celui des couches sociales les plus misérables, abolir les richesses. Mais abolir les richesses c'est aussi renoncer à élever l'ensemble du niveau de vie; ce n'est pas seulement irréalisable mais aussi, dans une certaine mesure réactionnaire, en face de l'essor donné aux forces productives par le mercantilisme et la liberté du marché. Bien vite, après ces "visionnaires" dont les précurseurs éclairent d'une lueur fulgurante jusqu'au coeur du Moyen-Âge, viennent les utopistes qui n'auront qu'un seul tort: négliger la force matérielle indispensable au communisme, c'est-à-dire la classe sociale révolutionnaire capable de bouleverser le monde.

L'utopisme ne disparaîtra que lorsque s'affirmeront les deux bases matérielles d'une nouvelle société: -1° une expansion des forces productives telle que le mercantilisme n'est plus nécessaire à leur développement et lui devient même nuisible; -2° une classe révolutionnaire radicale: "une classe de la société bourgeoise qui ne soit pas une classe de la société bourgeoise", c'est-à-dire une classe sans cesse et obligatoirement engendrée par le capitalisme comme condition de sa propre existence, mais qui est l'annéantissement même de la société bourgeoise parce qu'elle ne peut se libérer de sa misère propre qu'en libérant l'humanité de toute misère.

Revendiquer dès lors la "liberté" c'est revendiquer le mode d'exploitation capitaliste; et lorsque cette revendication s'affirme en pleine phase de stabilisation et de triomphe mondial de ce mode, tout en s'accompagnant d'une attitude anti-conformiste, elle n'aboutit qu'à cette contradic-



tion insurmontable qui a voué l'anarchisme à sa stérilité historique et qui s'explique essentiellement par le fait qu'il n'a pas dépassé le stade de la revendication historique bourgeoise. Tous les impératifs catégoriques de l'anarchisme et de ses sous-écoles, toutes les "défiances" qui constituent l'essentiel des positions de ses lointains et honteux héritiers au sein de "l'avant-garde" actuelle ne sont que le résultat de cette impuissance à distinguer les différences fondamentales entre la révolution bourgeoise et la révolution prolétarienne, le résultat de cette cécité d'analyse qui leur cache la raison principale des "maux" qu'ils prétendent "découvrir" dans le mouvement ouvrier, et particulièrement dans les événements postérieurs à octobre 17:

ces "maux" sont socialement et historiquement des maux bourgeois. Défiance des masses envers le "parti"? Parce que les partis battus par la contre-révolution ou contaminés par la "démocratie", sont devenus des partis auxiliaires de la bourgeoisie, des partis composés d'ouvriers mais pensant et agissant comme des partis bourgeois. Défiance envers les "chefs", crainte de les voir se corrompre au contact du pouvoir? Ce n'est là que le reflet de l'opinion des "boutiquiers" de la Révolution, opinion qui s'est historiquement formée au cours de révolutions qui virent effectivement les représentants de la petite bourgeoisie (auxquels les ouvriers ne se subordonnèrent que trop souvent comme Marx l'a stigmatisé) se laisser <sup>faire</sup> effectivement corrompre et <sup>faire</sup> preuve de lâcheté et de bassesse devant la "minorité" représentant la haute bourgeoisie.

Lénine a durement ~~expliqué~~ critiqué ces résidus anarchistes et petit-bourgeois chez les oppositionnels de la Gauche allemande et hollandaise; nous y reviendrons en temps opportun. Ce que nous voulons pour l'instant souligner c'est que l'impasse auquel aboutit la conception anarchiste prend au sujet de la révolution russe une importance de premier plan qui nous aide à comprendre l'élimination des partis russes qui, tels ceux du populisme, semblaient prendre une attitude plus extrémiste que celle des bolchevicks. Il s'agit en effet

d'une révolution populaire dans un pays arriéré, dont le succès, même pour le succès de la liquidation de l'ancien mode, dépend de réponses qui seront faites aux questions suivantes: quel sera le drapeau de cette révolution? Quelle sera la classe qui en prendra la direction? Quelle sera la forme du pouvoir?

Pourra-t-on réaliser en Russie ce que les anarchistes assignaient "retrospectivement" à la révolution bourgeoise de 1789, fixer à une révolution anti-féodale des objectifs "collectivistes" et "communistes"? Ce sera une des tâches de la bataille théorique menée par les marxistes russes de montrer qu'en Russie comme ailleurs le socialisme ne pourra se faire qu'APRES la révolution antiféodale. Le parti prolétarien inscrira donc à son programme une révolution démocratique DONC BOURGEOISE.

Mais le problème de la stratégie prolétarienne se pose toujours comme examen des conditions d'ensemble d'une aire historico-géographique donnée. Quelles seront, pour l'essentiel, ces conditions dans l'aire grand-slave? Pour les comprendre il faudra retracer l'interaction entre lutte de classes et croissance des forces économiques. Le mode capitaliste de production s'instaure et se développe comme résultat de la révolution bourgeoise; mais à un certain degré de diffusion du capitalisme, l'éviction du féodalisme et l'instauration de formes politiques bourgeoises peuvent s'effectuer sans révolutions radicales, populaires (les exemples typiques extrêmes sont en Europe ceux du Portugal et de la Turquie). Le capitalisme s'affermi alors comme mode dominant sans que surviennent de puissantes révolutions démocratiques, sans participation des masses populaires avec leurs revendications propres, sans complète suppression des privilèges anachroniques, sans suffrage universel et ses conséquences pratiques d'organisation de la classe ouvrière, sans "épuration" enfin du conflit social qui demeure obscurci par des revendications de réformes pro-capitalistes.

Cette forme de "conquête" de la société, sans révolution démocratique, par le capitalisme pose de très délicats problèmes au mouvement prolétarien. Ce fut le cas de la Russie où la réforme de 1861, en supprimant le servage, avait libéré

au profit du capitalisme russe de considérables forces productives mais sans même apporter leur contre-partie historique classique d'amélioration du sort des masses paysannes, d'évolution intellectuelle et de diffusion massive de culture bourgeoise et d'intervention des classes pauvres dans la vie politique. Cette évolution eut pour conséquence ce fait, extrêmement important pour la stratégie révolutionnaire, que le capital et la propriété foncière, la bourgeoisie et la monarchie tsariste, s'avèrent solidaires en face du prolétariat et des masses paysannes. Le cas n'est pas accidentel, il est la conclusion d'une longue évolution historique spécifique, comme nous le verrons plus loin, mais nous l'avons signalé tout de suite pour montrer quelle importance avait, pour le prolétariat, la prévision du rôle effectif que jouerait la bourgeoisie russe en cas de crise révolutionnaire, et celle de l'attitude que prendraient les partis <sup>petit-bourgeois (ou paysans, chez</sup> Lénine l'assimilation est courante) En face de ces partis quelle devait être la position du parti prolétarien, quelles garanties pouvait-il prendre dans la nécessaire coalition du prolétariat avec les masses des campagnes en révolte? Lénine sut résumer ces problèmes en une formule lumineuse: la révolution pour le prolétariat ou le prolétariat pour la révolution.

La réponse qu'il donna à cette question constitua à la fois la continuation de la ligne marxiste classique galvaudée par les opportunistes de l'Internationale, la garantie du succès de la révolution russe, encore mercantile et démocratique sous ses principaux aspects, et surtout LA GRANDE CHANCE OFFERTE A LA REVOLUTION SOCIALISTE INTERNATIONALE.

La révolution russe à cheval sur la révolution bourgeoise et sur la révolution socialiste, écrasée ultérieurement sous le poids du passé mais farouchement tournée vers l'avenir, ne peut se comprendre sans une sérieuse remise en place de la catégorie "révolution bourgeoise" et sans le bannissement des slogans volontaristes que nous ont légués les diverses écoles et variétés nationales d'anarchisme et qui demeurent les "bases" théoriques des prétendus rénovateurs du marxisme, de ceux qui prétendent avoir déduit de "l'expérience russe" de nouvelles formules de combat et d'organisation.

### -3.- Conditions de l'aire grand'slave.-

Le parti prolétarien eut, en Russie, à combattre deux déviations extrêmes: celle qui voulait "sauver" le capitalisme en arguant de l'existence de survivances communistes primitives et celle qui acceptait que la révolution russe antiféodale conduite par les masses ouvrières et paysannes se conclue par la prise du pouvoir par la bourgeoisie. La première de ces positions était idéaliste, volontariste, anti-marxiste et proche, dans ses concepts de base, de cet anarchisme occidental dont nous venons de faire le procès; l'autre n'acceptait du marxisme que ce qui est favorable à la bourgeoisie et se rattachait à l'évolution opportuniste de la social-démocratie occidentale.

Pour comprendre le sens de la lutte qui fut menée par les marxistes russes contre ces deux déviations et pour retrouver la genèse de la position qui fut victorieuse en octobre 17, il suffira, dans cette première réunion, de s'arrêter sur les deux caractéristiques qui donnèrent à la Russie moderne son originalité historique et sociale: -1° l'absence d'une bourgeoisie jouant un rôle révolutionnaire; -2° la survivance de structures communautaires dans les campagnes. Ces caractéristiques peuvent être expliquées par l'influence des conditions naturelles sur le développement historique russe.

Tout d'abord la configuration de la grande plaine européenne, qui va s'élargissant vers l'Est, augmentant toujours la distance des mers, privée de massifs montagneux et soumise au fameux climat "continental" des manuels scolaires, avec, pour conséquence, une faible fertilité de sol, tout au moins pour la plus grande partie du pays: au nord de la zone relativement étroite du "tchernozium" fertile s'étend la vaste forêt (qui ne sera pas sans jouer un rôle historique direct, servant de protection naturelle aux Grands Russiens lors des invasions qui dévastèrent la riche Russie méridionale de Kiew) tandis qu'au sud apparaît la steppe. Cette pauvreté de la plus grande partie du sol influe sur les possibilités de vie sédentaires, perpétrant les continuelles migrations, rendant très vite nécessaire, comme condition de vie sédentaire, l'existence d'un pouvoir militaire central.



Ensuite la proximité des vastes steppes semidésertiques d'Asie eut pour effet, durant tout le moyen-âge et jusque dans l'époque moderne, de déverser sur la Russie d'Europe tout le surplus des populations nomades et d'attirer vers les zones riches de l'ouest leurs hordes militairement organisées. Ces invasions atteignirent leur point culminant avec l'irruption des Tatars dans les principautés russes. Ce fait qui domine tout le moyen-âge slave eut une influence déterminante sur le développement historique de la Russie que l'occupation mongole marqua profondément jusque dans ses moeurs sociales et politiques.

On ne peut relever ici dans le détail l'interaction entre les conditions naturelles de l'aire grand'slave et son évolution historique; on se bornera à en indiquer le sens général et à en citer quelques étapes. Le développement économique-social et la transformation des formes politiques s'y effectuèrent retard par rapport à ceux de l'Europe occidentale et, dans une certaine mesure, en sens inverse. C'est ainsi, par exemple, que le servage s'y est instauré fort tard et comme conséquence, non de diminution des échanges et de la dispersion du pouvoir central, comme en occident, mais de l'expansion du mercantilisme et du renforcement de l'Etat despotique militaire. A cause de ce retard les mêmes causes qui, dans l'Europe occidentale, ont provoqué le déclin du féodalisme (c'est-à-dire la renaissance de la vie urbaine, le développement de la bourgeoisie communale, les exigences et intérêts de la monarchie) sont, au contraire, en Russie à l'origine de la généralisation et de l'aggravation de la servitude ainsi que de son renforcement par l'autorité autocratique.

Nous ne pourrions évidemment résumer ici la magistrale fresque d'Engels sur la succession des différentes formes sociales qui constituent toute l'histoire de l'humanité et les grandes étapes qui s'échelonnent du communisme primitif jusqu'à la civilisation en passant par la barbarie. Mais nous pourrions en utiliser les principales données pour comparer les cours différents des deux processus "européen" et "slavo-asiatique".

La forme antique-classique, fondée sur la production esclavagiste se désagrègea avec le déclin de ce mode et la dislocation de l'Etat central sous les coups des invasions barbares. Le système féodal lui succède, fondé sur la servitude personnelle du serf envers le seigneur. La classe armée détient le sol, et celle des serfs, en échange de la protection militaire, lui doit une partie du produit ou de son temps de travail.

Ces rapports de servitude ne tardent pas à devenir accablant; les serfs fuient à la ville et leur masse vient grossir la bourgeoisie naissante tandis que renaissent et se développent les agglomérations urbaines, ressuscitées par la reprise des échanges et le renouveau du commerce. Le brillant mouvement des Communes dans l'Europe méridionale, la crise sociale-religieuse de la Réforme, la Guerre des Paysans en Allemagne sont autant d'étapes du développement historique de la bourgeoisie. Ces choses sont bien connues, nous nous bornerons donc à souligner combien est différent ce qui se passe dans le camp slave. La monarchie, dans sa lutte pour la domestication de la noblesse féodale et dans sa tâche d'unification nationale que parachèvera glorieusement la révolution bourgeoise, devra, en Europe occidentale, appuyer le mouvement d'émancipation de la bourgeoisie, favoriser l'octroiement des fameuses "franchises", point de départ du développement urbain.

L'évolution des classes dans l'Europe médiévale de l'ouest apparaît rapide, bien que couvrant plusieurs siècles, par comparaison avec la lenteur du processus dans l'aire grand-slave et à la quasi stagnation de l'aire asiatique qui n'est sortie de sa torpeur millénaire qu'à l'aube de ce siècle. Engels, tout en détruisant le préjugé des "ténèbres médiévales" nous donne la raison de cette rapidité: le monde antique-latin, miné par le déclin de son mode esclavagiste de production, et ensuite renversé par la "chiquenaude" des invasions, ne pouvait trouver en son sein la force sociale apte à le révolutionner. La force de travail y était dans sa majeure partie composée d'esclaves dont la seule perspective d'émancipation était le passage dans la seule catégorie des affranchis. Le travail gardait alors au yeux de quiconque, fut-il libre, la marque d'infamie que l'esclavage lui avait donnée.

La force révolutionnaire devait venir de l'extérieur, du "libre paysan allemand", parce que celui-ci n'avait pas été avili par l'esclave antique, parce qu'il n'avait pas sombré dans l'esclavage asiatique (qu'on verra plus loin être source d'immobilité pour des siècles) et parce qu'il tirait sa force de sa constitution gentilice encore toute fraîche. Du "libre paysan allemand" au serf en lutte contre le seigneur, au citadin organisé en gilde, en corporation, et qui se dissocie à son tour en bourgeois besogneux puis affairiste - négociant ou industriel - et en "homme de la rue" - plèbe insatisfaite, déjà rejetée par le système des corporations, proie facile des manufacturiers, et qui

montera sur les barricades, il y a une continuité historique qu'entretiennent des conditions économiques favorables, l'intensité des échanges, le renouveau culturel que mettra à profit la classe active et enfin le mouvement philosophique et scientifique lié à la prospérité industrielle et commerciale.

Mais dans l'aire grand'slave, le processus est tout différent. A l'exception de la Russie méridionale et orientale, sous influence byzantine, et qui atteindra son apogée à Kiev, plus tard ruinée par le déplacement des grandes voies trans-européennes d'échange, le développement des villes, d'ailleurs très lent, n'est pas lié à la lutte d'une catégorie sociale. En l'absence de cette lutte, le système de production grand'slave s'avère incapable d'opter entre l'esclavagisme et la servitude féodale. L'Eglise, tentant ici le rôle réformateur qu'elle a joué dans le reste de l'Europe, créera des corvéables mais ne réussira pas à déloger complètement l'esclavagisme, tandis qu'à côté de ces catégories subsiste celle des hommes libres, extrêmement misérable et que quelques ukazes impitoyables transformeront en masse de serfs au fur et à mesure du développement de l'activité productive et des échanges, notamment l'ouverture des marchés occidentaux à l'exportation des blés russes. Dans ces conditions l'instauration générale du servage n'est évidemment pas un progrès, une libération vis à vis de l'esclavagisme comme elle le fut, près de huit siècles plus tôt sur les ruines de l'empire romain. Elle conjugue au contraire l'infamie de trois formes d'exploitation: l'esclavage, l'oppression féodale et, déjà, l'utilisation mercantile du travail gratuit.

Par ailleurs la structure féodale russe n'est pas décentralisée comme dans l'Europe du moyen-âge occidental, où les conditions naturelles permirent l'autonomie économique et administrative des fiefs. Nous avons vu au contraire que dans l'aire slave, à l'ingratitude des sols et climats se lie le phénomène des invasions et du nomadisme, la nécessité d'un fort pouvoir central qui concentre l'autorité dans les mains d'un monarque despotique à la mode orientale et qui aura tôt fait de mettre au pas la noblesse et de s'assurer sa loyauté en la "fonctionnalisant". Cette tâche fut grandement favorisée par la phase d'occupation mongole (à l'ombre de laquelle les grands ducs de Moscou affermirent leur hégémonie par des procédés encore plus répugnants que ceux de leurs maîtres). La mo-

marchie n'aura pas besoin du concours des masses opprimées pour vaincre l'indiscipline des barons ni intérêt à encourager l'émancipation de n'importe quelle classe sociale. Au contraire, de bonne heure en Russie, l'autocratie et la noblesse sont solidaires en face de la nation. Le féodalisme russe naît "étatique" (voir Notes du précédent Travail de Groupe).

C'est sous cette forme anachronique que la Russie aborde la phase mercantile. Son retard historique pèsera lourdement sur la formation du facteur révolutionnaire bourgeois qui n'aura qu'un très faible relief: actions individuelles, terrorisme qui ne suscitera aucune réaction dans les masses, lesquelles, hormis de mémorables révoltes paysannes écrasées dans le sang, demeurent plongées dans une torpeur effrayante jusqu'aux premières manifestations du prolétariat.

Le deuxième grand caractère historique qui exerça une influence importante sur l'évolution russe dans sa phase contemporaine est la survivance de formes communistes primitives qui jouèrent un grand rôle du point de vue de l'idéologie et de la formation des organisations politiques révolutionnaires. Cette présence de résidus "communistiques" donna le jour à la théorie qui prétendait "sauter" la phase capitaliste et qui fut à l'origine des longues polémiques entre les marxistes et ceux qu'on appela dès lors les "populistes". Tsakoff, chef de ces derniers, eut une longue conversation avec Engels; de cette polémique nous ne rapportons ici que le strict essentiel.

La thèse de Tsakoff invoquait, d'une part l'absence en Russie de la plèbe et de la classe des boutiquiers et petits artisans, l'importance alors dérisoire du prolétariat, d'autre part la présence de structures communautaires dans les campagnes (notamment le "mir") pour en déduire que la révolution russe ne serait pas faite par le prolétariat industriel mais par la paysannerie qui, mettant à profit ses traditions communautaires et son organisation, réaliserait le fameux "socialisme de la terre".

Cette thèse ne fut pas rejetée sans examen sérieux; les marxistes ne la sous-estimèrent pas tout au moins en tant que levain d'une poussée révolutionnaire. Ils prirent notamment en considération l'existence dans certaines régions russes de deux authentiques caractéristiques du communisme primitif: le travail en commun du sol et la répartition du produit par tête. Mais si ces conditions entretenaient des dispositions anti-individualistes favorables à une future organisation collectiviste du sol (à la condition qu'elles survivent jusqu'à l'introduction du machinisme agricole) elles étaient à peu près partout en voie de disparition.

Engels posait l'écourtement de la phase capitaliste en Russie comme possible mais à la condition que survienne la révolution ouvrière en Europe occidentale. A défaut de celle-ci, l'aire slave ne pouvait échapper à l'épanouissement du mercantilisme.

Vingt ans après cette polémique Engels put vérifier son premier jugement: la Russie ne pourrait éviter la transformation



de ses paysans en prolétaires.

Par ailleurs il relevait que la théorie selon laquelle une forme de communisme primitif peut donner naissance au socialisme ne s'est jamais vérifiée. Partout cette forme s'est dissoute dans la propriété parcelle individuelle (et le plus souvent sur le demande même des membres de la communauté). La thèse populiste entre donc en contradiction avec le rôle que le développement des forces économiques assigne à chacune des classes qui se déterminent dans les formes modernes de production. Seul le prolétariat, pour les raisons fondamentales exposées dans le "Manifeste" (il est une classe universelle, négation de la société bourgeoise) peut mener à terme la révolution socialiste. L'idéologie échafaudée par Tsakoff sur la forme-type d'organisation communautaire russe, le "mir", et qui affirme que le paysan russe "est bien plus près du socialisme que le prolétaire de l'Occident corrompu", n'a pas de fondement: le paysan a son horizon borné au village et sa seule expérience du restant de la société il la doit à la guerre; le prolétaire, par contre, est toujours en présence d'un processus productif qui se révolutionne de jour en jour, et s'avère ainsi apte à poser des revendications générales, historiques.

Nous verrons <sup>Plus</sup> loin quelles furent les conséquences de la théorie populiste du point de vue de la différenciation; les conceptions révolutionnaires en Russie. Relevons pour l'instant - ne serait-ce que pour confondre les inventeurs de "nouveau"- que les illusions populistes sur la capacité "socialiste" de la paysannerie ont été revalorisées par la dégénérescence stalinienne qui prétend à son tour subordonner le prolétariat à la paysannerie dans la stratégie mondiale de la lutte pour le socialisme, et veut étiqueter "socialisme" les modernes formes, toutes capitalistes et mercantiles, de la coopération paysanne: les kolkhoses et leurs soeurs d'occident, les coopératives. C'est là une profonde altération de la théorie marxiste et le produit d'une phase historique de contre-révolution. Le prolétariat peut et doit, dans les pays arriérés, aider à la lutte des petits producteurs de la campagne, et résoudre bourgeoisement la réforme <sup>agraire</sup> anti-féodale (encore qu'il prend soin de ne pas détruire les complexes productifs déjà existants) mais cela n'est pas le socialisme, ET CE N'EST PAS SUR CETTE BASE, DANS LES PAYS DEVELOPPES, QUE S'ORIENTERA LA STRATEGIE DU PROLETARIAT.

5.- Praxis russe et mouvement prolétarien.

Après la diffusion des idées libérales occidentales et à la suite des campagnes napoléoniennes, de timides velléités se manifestent en Russie en faveur de la modernisation et de la démocratisation de la vieille structure politique. Mais pour les raisons historiques que nous avons examinées, le mouvement qui prétendra lutter contre l'autocratie sera débile et sans profondes racines sociales.

Ce mouvement, en réalité plus libéral que démocratique, ne s'appuie pas sur une classe au sens rigoureux du terme. Il se recrute au sein des minorités cultivées de la noblesse, de l'armée et de cette couche sociale caractéristique des pays où la bourgeoisie est faible ou inexistante, "l'intelligentzia", dont le nom semble-t-il, fut tout exprès créé en Russie pour la désigner. Cette "intelligentzia" réagit souvent, dans ce pays, dans un sens hostile au capitalisme, se défiant de "l'Occident pourri", trouvant son idéalisme d'élection dans le populisme, mais demeurant toujours coupée des masses en dépit de son désir "d'aller au peuple". Le terrorisme restera son arme de prédilection comme il sera celle des héritiers du populisme, la fraction illégale des socialistes-révolutionnaires. Entre temps le mouvement libéral proprement dit aura pris une attitude entièrement servile envers l'autocratie et, sur la fin du XIX<sup>e</sup> siècle l'éventail des forces politiques tel qu'on peut le dessiner représente une énorme majorité de forces d'appui du tsarisme.

A l'extrême droite se trouve "l'Union du peuple russe" instrument de l'aristocratie, des propriétaires nobles, du clergé et des bureaucrates, aux côtés duquel agit l'organisation raciste et pan-russe des "Cent Noirs". A droite toujours siègent les nationalistes de rôle analogue. Au centre les "Octobristes", partisans d'une Constitution plus large, représentant les propriétaires fonciers capitalistes, les industriels, les bourgeois. Plus à gauche les "Cadets", le parti de la "liberté du peuple" qui, en fait se compromet bien vite avec la droite dès que se déroulent les premiers simulacres d'activité parlementaire sous férule du tsar. A gauche enfin il y a divers populistes, puis les socialistes-révolutionnaires, et, très peu nombreux, les sociaux-démocrates. En somme des partis asservis pour la plupart à la conservation du régime, un "centre" lâche et veule qui, dans ses revendications, ne va pas jusqu'au vœu du suffrage universel, et une gauche infestée d'illusions populistes, c'est-à-dire petit-bourgeoises.

Le parti du prolétariat aura à combattre toutes ces formations et à les démasquer. Sa grande force, en Russie, sera de savoir se délimiter de bonne heure de ces partis de la petite bourgeoisie, laquelle ne dément jamais sa tradition de lâcheté et d'abandon du prolétariat au cœur de la bataille et le prouva avec le plus d'éclat au cours de la révolution russe. Le parti prolétarien russe put effectuer cette délimitation et ce combat parce qu'il revêcut pour son propre compte et en raccourci la lutte contre les déviations classiques du mouvement ouvrier international dont les aspects sont développés

dans le "Manifeste" de 1848. Il eut effectivement à affronter les mêmes "faux socialismes": le socialisme féodal, qui eut son représentant en Russie en la personne du pape Gapone, qui conduisit la foule désarmée à la fusillade sous prétexte de remettre une supplique au tsar et le socialisme petit-bourgeois, c'est à dire le populisme qui voulait substituer au capitalisme un mode production plus arriéré et arrêter son essor dans les campagnes.

Ayant su écarter ces déchets historiques qui correspondent à la phase d'ascension du capitalisme, les marxistes russes surent aussi combattre la dégénérescence opportuniste qui con-  
signe, au sein du prolétariat, les premières manifestations de sa phase décadente. Ils menèrent contre elle une lutte sans merci dans laquelle Lénine joua le rôle déterminant. Au moment de la révolution de février, lorsque les cadres du parti hésitaient, ou se fourvoient dans la participation à la guerre, il sut encore, grâce à son énergie et à sa clairvoyance, modifier l'orientation prise et préserver cette autonomie idéologique et politique qui était le fruit de son labeur acharné pendant tant et tant d'années. C'est dans cette longue préparation qu'il faut rechercher les raisons du succès de l'insurrection d'octobre et non dans les qualités de son chef qui, pour exceptionnelles qu'aient été ses facultés politiques, n'est en rien cet être machiavélique qu'imaginaient les bourgeois ou cette incarnation surnaturelle de la "vérité absolue de parti" telle que la conçoivent ceux qui, aujourd'hui, prétendent condamner le "culte de la personnalité". Dans le chaos que représente la révolution russe comme toute révolution, ce qui représente le facteur de conscience et de continuité, la clairvoyance des causes, l'anticipation des effets, en un mot la possibilité, offerte en de rares occasions de déterminer le cours de l'histoire, tout cela se rattache à cet oeuvre inlassable de redressement idéologique menée par Lénine et en particulier sa lutte contre l'infestation petit-bourgeoise. Déjà en 1905, au moment où il s'agissait de décider si on s'appuyerait sur les masses armées pour convoquer la Constituante ou si on ferait confiance au gouvernement du tsar pour cette tâche, ne déclarait-il pas : " Nous n'avons pas encore de parlement mais nous avons déjà le crétinisme parlementaire".

Ainsi l'organisation marxiste prolétarienne russe s'est d'abord dégagée sur le plan théorique et doctrinal AVANT de gagner la confiance des masses. Ceci mérite d'être rappelé au moment où les grands partis de masse, sous couvert d'élargir l'armée des travailleurs répudient ce qui leur reste de leur ancienne tradition classiste pour s'allier aux partis bourgeois ou aux opportunistes chevronnés que l'histoire a déjà consacrés comme spécialistes de la trahison de la classe ouvrière. Pourront aussi faire leur profit du précédent léninien tous ces prétendus "révolutionnaires" que leur impatience conduit à se rallier à n'importe qui, sans éclaircissement des bases programmatiques, pourvu qu'il y ait

de mener une agitation. La formation du parti prolétarien n'est pas "bloc" mais sélection. Ceci est la conséquence même du développement de la société capitaliste: la classe ouvrière ne peut pas ne pas y manifester ses revendications mais il lui faut sans cesse se dégager des influences idéologiques de la bourgeoisie. grâce à son parti de classe le prolétariat russe aura cet atout qu'il saura combattre les tares du régime bourgeois avant que celui-ci soit instauré. Quelques points de repère dans l'histoire du mouvement ouvrier russe devront ici suffire pour retracer les principales étapes de la voie qui conduisit les bolchevicks à la victoire d'octobre 1917.

Vers 1870-80 les conditions de vie et de travail des ouvriers russes sont effroyables; elles rappellent la terrible époque du développement du capitalisme en Angleterre: journées de 12 et 14 heures, travail insalubre des femmes, emploi d'enfants en bas âge. Et ceci n'est pas sans rapport avec le fait que les premiers établissements industriels en Russie fonctionnaient sur la base du servage (initiative de Pierre le Grand). La revendication des droits politiques, comme moyens d'alléger cette exploitation forcée et sans bornes n'est donc pas de la part des ouvriers et socialistes russes de l'époque un verbiage identique à celui de nos actuels bonzes syndicaux qui ont toujours quelque "conquête" à faire défendre par les travailleurs et à laquelle ils sacrifient les plus élémentaires principes de lutte.

En Russie les luttes éclatent en répétant les destructions de machines (comme le firent les "canuts" de 1831) Mais les mouvements s'organisent ensuite et les associations de défense apparaissent: en 1875 dans le nord, en 1878 dans le sud.

En 1900 la Russie compte 1/6 de sa population active dans l'industrie, soit 4 millions. En 1917 ce chiffre passe à 10 millions. Relevons que les prolétaires, par rapport à la population globale, ne représentent que moins d'un dixième. Mais de dixième suffit à entraîner toute la population laborieuse: nous sommes loin de la fameuse thèse de la "conquête de la majorité" comme condition soit-disant indispensable pour l'action révolutionnaire de classe. Si l'on tient compte du précédent russe que faudrait-il dire des identiques possibilités de mobilisation sociale des masses dans les pays occidentaux où le pourcentage prolétarien atteint 50 o/o?

Jusque vers 1875 le mouvement révolutionnaire en Russie demeure dominé par les tendances anarchisantes bakouninistes et



terroristes ( on sait que le "netchaïevisme" conduisait l'action par tous les moyens, le mensonge, le chantage, les intrigues et la provocation: "avancer à toute vapeur à travers la boue"; Bakounine finit par le désavouer). Comme le relève Trostky on comprend que Marx, mis en minorité à la direction de l'Internationale des Travailleurs, se soit peu soucié d'en laisser la libre disposition à de pareils aventuriers, et qu'il l'ait déplacée à New-York.

Au nihilisme succède le terrorisme populiste qui perpète les attentats contre les hauts dignitaires du régime mais qui voudrait cependant créer des mouvements de masse à la campagne. Il n'y réussit pas et pendant ce temps, sans éclat, quelquefois sous les sarcasmes des vieux populistes, le marxisme se diffuse: en 1872 le CAPITAL est traduit ( le MANIFESTE DES COMMUNISTES l'avait été en 1860) Tandis que le populisme se scinde en deux tendances, l'une légale l'autre terroriste, quelques membres de l'une d'entre elles se séparent du mouvement. Parmi eux se trouve Plekhanov, le "père du marxisme russe" qui fait de son ancien parti l'implacable procès.

En 1898 à Minsk se tient le premier Congrès du parti social-démocrate russe. Il reprend cette vieille appellation si violemment critiquée par Marx au moment de la scission avec les bakouninistes. Mais en Russie elle conservait une signification valable en face de la tâche de double-révolution qui incombait au prolétariat russe. En fait le parti russe fut le seul de la social-démocratie à savoir dépasser l'objectif démocratique et mériter le retour au véritable nom du parti du prolétariat, celui de parti communiste.

De 1883 à 1898 quinze années s'écoulent d'édification théorique doctrinale; 7 ans plus tard, en 1905, le parti affronte la pleine lutte révolutionnaire. Douze années encore d'attente et de lutte fractionnelle pour le vrai marxisme et 1917 voit la victoire intégrale. Au total années qui contiennent tous les enseignements possibles pour les méthodes d'action et d'organisation communistes et la voie de la révolution mondiale.

Pour examiner de plus près les principales luttes menées, surtout par Lénine, pour la réhabilitation doctrinale contre les déviations opportunistes, nous devons y consacrer la plus grande partie de notre prochaine réunion. Pour aujourd'hui nous nous en tiendrons à la critique du populisme et à celle du rôle de la paysanne-

rie, parce que ce point se rattache plus directement aux conditions historiques que nous avons sommairement examinées.

La grande divergence entre le marxisme et le populisme ne réside pas essentiellement dans la question du terrorisme car les marxistes ne rejettent pas l'usage de la terreur d'un point de vue de principe. Mais ce qui sépare irrévocablement les deux écoles c'est que les populistes voient dans les actes de violence le moyen de suppléer à l'absence de mouvements de masse, le courage individuel des "héros" étant supposé modifier le rapport de force. (En Europe occidentale nous avons eu une conception assez proche de ce point de vue avec le mythe syndicaliste soviétique de la violence en tant que source d'ébranlement des masses.

Cette tendance anti-matérialiste constitue un obstacle à la formation du parti. Effectivement en Russie, lorsque les conditions viennent à exister, avec le développement industriel interne, pour de grandes organisations de masse, les populistes y sont opposés, arguant que la situation légale de l'organisation la condamne à la seule activité réformiste, servile à l'égard du pouvoir. L'histoire fera justice de cette accusation: "Ce n'est pas le parti qui a lancé les bombes qui a fait la révolution", constatera Trotsky. Effectivement ce n'est pas "l'exemple" de l'héroïque abnégation individuelle qui dynamise les masses mais le laborieux travail d'organisation qui soude les revendications immédiates des prolétaires à la théorie et au programme du parti.

Entre populistes et marxistes la divergence est également fondamentale en ce qui concerne les caractéristiques de la révolution à venir et les capacités révolutionnaires de la classe paysanne.

Nous avons déjà expliqué pourquoi une révolution n'accouchait pas de n'importe quel mode de production. Les marxistes russes disaient, notamment par la bouche de Lénine, ("Deux tactiques") que la révolution anti-féodale et capitaliste était nécessaire en Russie pour liquider le passé, créer les deux prémisses historiques du socialisme: un prolétariat imposant, une économie développée. Les populistes les accusaient de souhaiter voir fleurir les ignominies de la production bourgeoise et ils proclamaient leur sainte horreur de la consécutive décomposition opportuniste et réformiste.

Peut-être en réagissant ainsi les populistes ne faisaient-ils que traduire une instinctive répulsion de petits bourgeois pour la lutte de classe qu'ils sentaient bien liée au développement de la forme capitaliste. En tout cas dans la question de savoir ce que serait la révolution russe à venir il ne s'agissait en rien de volonté: la mercantilisation de l'économie rurale était, depuis la réforme bâtarde de 1861, un fait. Il s'agissait plutôt de définir dans quelles conditions le parti prolétarien pourrait, au cours de cette révolution inévitablement capitaliste du strict point de vue de la transformation du mode de production, conserver son objectif final, le socialisme. C'était avant tout une question de force dans la compétition entre les classes non-prolétariennes et le prolétariat ("Le risque d'embourgeoisement de la social-démocratie est objectif et non-subjectif" disait Lénine dans "Deux tactiques")

Indiscutablement les formes historiques adéquates à la lutte prolétarienne sont réunies dans la forme démocratique bourgeoise, non pas, comme le pensent les opportunistes, parce qu'elle offre au prolétariat l'arme trépanante du suffrage universel, mais parce qu'elle pose dans toute leur pureté les contrastes insurmontables de classe. Dans la Russie encore féodale de 1900 des marxistes conséquents ne peuvent donc pas ne pas accélérer l'œuvre d'avènement du capitaliste c'est à dire la révolution anti-tsariste. Les conditions de cette révolution, qui exigèrent une rupture totale avec les forces nationales et internationales liées au capital, prouvèrent que les marxistes russes, dans leur adhésion à l'"étape" de la révolution capitaliste, n'avaient nullement perdu de vue l'objectif socialiste et qu'au contraire ils avaient victorieusement posé la perspective de la double-révolution anti-tsariste et anti-capitaliste.

Que représente la paysannerie, enfant chérie des populistes, dans cette perspective? Le rôle que, respectivement populistes et marxistes lui assignent, prolonge la polémique d'Engels contre Taskoff.

Toute la construction théorique du populisme était basée, on l'a vu, sur le fait que les paysans russes auraient conservé, avec certaines structures primitives communautaires, un forte aptitude au collectivisme agricole. Or de cette aptitude, déjà plus ou moins surfaite à l'époque de la polémique d'Engels il ne reste à peu près rien lorsque, consécutivement à l'extension des voies d'échange, notamment le chemin de fer, le mercantilisme se diffuse dans les campagnes. La réforme de 1861 a fait des riches et des pauvres. Les pauvres ce sont les propriétaires parcellaires misérables et les salariés agricoles affamés. Ce que la réforme a laissé aux petits paysans ce sont les plus mauvaises terres et, en échange de ce marché de dupes, ils ont du renoncer à certains de leurs droits antérieurs, par exemple leur droit sur les forêts. Ils doivent acheter le bois dans un pays où il constitue l'unique combustible et le principal matériau de construction. En certains lieux, ô ironie, le serf "libéré" doit racheter en travail la terre au seigneur. Aussi la plupart de ces malheureux fuyent littéralement la terre et forment cette immense ar-

née de prolétaires agricoles qui parcourent des distances incroyables pour se rendre sur de grands marchés "d'embauche" où la discussion du contrat est brève. La situation de ces journaliers est tellement misérable qu'on cite le cas de cet "entrepreneur de la terre" (pomietchik) qui se borne à tâter la besace de l'ouvrier agricole: si elle est vide la marché est conclu car il est sur que ce dernier ne sera pas exigeant.

Ceux que la réforme a enrichi<sup>s</sup> ce sont les koulacks, cette bourgeoisie agricole contre laquelle la haine des petits ne cessera de grandir à un tel point que, lors des révoltes de 1917, ils s'efforceront de les empêcher d'acquérir la terre qu'ils se disposent à acheter, à bon prix, aux nobles déchus. Avec le mercantilisme et la fin du servage la paysannerie se scinde suivant le schéma de la société moderne. Et par là disparaissent aussi les fameuses vertus "collectivistes" du paysan russe, il se classe désormais, ou bien parmi les gros propriétaires, entrepreneurs capitalistes du sol, ou bien parmi les petits producteurs parcellaires ou parmi les salariés agricoles et toutes catégories intermédiaires entre ces deux dernières. Les koulacks seront bien vite solidaires de la contre-révolution, les petits producteurs et salariés du sol aspirent le plus souvent à la petite propriété ou à son agrandissement avec toute l'étroitesse de vue, toute la "barbarie" que comporte<sup>nt</sup> ces revendications. Dans la mesure où les ouvriers agricoles seront influencés et organisés par le parti de classe c'est parmi les prolétaires de la ville qu'il se rangeront en tant que "camp" politique. De toute façon la paysannerie n'a évolué que dans un sens bourgeois. Ceci est parfaitement conforme au marxisme et à sa définition de la paysannerie: une classe liée aux formes de production les plus arriérées, qui peut participer à une révolution<sup>naire</sup> mais non la diriger.

Le populisme subit son évolution logique, devenant ouvertement un parti petit-bourgeois qui fait l'apologie de la réforme capitaliste de 1861: il déçoit les masses de la campagne qui n'auront, à mesure qu'elles feront l'expérience des conciliateurs, en février 17, d'autres espoirs que les bolchevicks. Ces derniers, parce qu'ils savent que la révolution à faire est anti-féodale, donc qu'elle n'instaurera pas directement une économie socialiste, mais une économie capitaliste bien que contrôlée par la dictature ouvrière-paysanne, parce qu'ils savent également que la seule classe apte à mener une révolution populaire est le prolétariat, peuvent EUX SEULS et TOUT DE SUITE satisfaire aux revendications non-socialistes des paysans. Ceux qui leur promettaient un nébuleux et utopique "socialisme" ne sauront en fait que les laisser désarmés en face de la nouvelle et rapace bourgeoisie rurale, et même, plus tard, au cours de la guerre civile, les livreront au fouet de la contre-révolution cosaque.

C'est à travers de dépouillement progressif de toutes les illusions du socialisme romantique, que les bolchevicks conquerront les masses, en plein accord avec le marxisme.



## 5. - Conclusion -

Le tableau historique russe peut se résumer ainsi:

- un pays qui n'a pas fait sa révolution bourgeoise et où la bourgeoisie en tant que force révolutionnaire a toujours fait défaut;

- une paysannerie passée de l'association communiste primitive au servage juste au moment où celui-ci disparaissait définitivement des pays de l'Occident développé et dont l'émancipation tardive, en plein milieu du XIX<sup>e</sup> siècle ne fut profitable qu'aux seuls capitalistes, ménageant ainsi dans la campagne une puissante force sociale déflagratrice;

- un prolétariat fortement centralisé, sans droits et possibilités d'organisation légale, mais toujours au premier rang des luttes; un parti prolétarien marxiste, numériquement important mais fortement établi en doctrine et en théorie, ayant surmonté toutes les déviations classiques du mouvement ouvrier international et tout récemment trompé, par sa scission avec les menchévicks, avec la dégénérescence opportuniste de la II<sup>e</sup> Internationale.

Lorsqu'après des siècles d'apathie, après une phase de terrorisme sans échos sérieux parmi les masses, celles-ci se mettent en mouvement, la question de la révolution anti-féodale n'est plus à débattre quant à sa nécessité; elle est déjà un fait puisque 1905 voit se généraliser les grèves et les émeutes. La seule question qui se pose est celle de la portée et de la limite de cette révolution, et donc celle de la classe qui doit en prendre la direction.

Après la ruine des illusions populistes et des espoirs non fondés d'"un socialisme de la terre", il est prouvé que la révolution russe se à venir ne peut prétendre instaurer directement une économie socialiste; celle-ci suppose en effet un développement préalable des forces productives, tâche qui relève de la révolution bourgeoise, mais qui, à cause d'une situation historique spéciale, tombe sur les épaules du prolétariat. Le pouvoir issu de la révolution devra donc impulser et moderniser l'économie, c'est à dire transformer des moyens de production en capital. **MAIS CE N'EST PAS LA UN OBJECTIF SOCIALISTE MAIS BIEN CAPITALISTE.** La révolution russe sera donc une révolution capitaliste ?

Pas du tout car une révolution capitaliste est une révolution où la bourgeoisie prend le pouvoir nationalement et internationalement. Dans la Russie de février 1917, le caractère capitaliste du pouvoir se signalait justement par l'étroite collaboration du gouvernement avec les ambassades anglaises et françaises, tandis que sur le plan intérieur les ministres "socialistes" n'étaient que de dociles instruments d'hommes politiques directement attachés aux industriels et aux banquiers

Or une révolution purement bourgeoise, démocratique et conséquente, et qui, par suite, aurait opposé à la guerre impérialiste le programme "paix sans indemnité ni annexion", et qui aurait réalisé la réforme agraire était incompatible avec les intérêts de la bourgeoisie russe et alliée. Dès lors, ou bien le prolétariat, entraînant derrière lui toutes les forces populaires, prendrait le pouvoir et réaliserait ces deux objectifs, ou bien l'éviction du tsarisme ne serait qu'une révolution de palais laissant intacte l'interne structure de classe et continuant la politique de guerre impérialiste, et il n'y aurait pas de révolution du tout.

La première de ces deux alternatives ayant prévalu, dans des conditions que nous examinerons ultérieurement en détail, la révolution d'Octobre fut une double révolution abattant à la fois le tsarisme et la bourgeoisie. Si le prolétariat russe put réussir ce qu'avait tenté en vain le prolétariat allemand en 1848, il ne faut pourtant pas perdre de vue que les conditions historiques que nous avons examinées continuèrent à peser sur le nouveau pouvoir et que celui-ci ne pouvait escompter passer au socialisme sans le secours de la révolution internationale. C'est pourquoi, si nous appelons socialiste la révolution d'Octobre ce n'est pas en considération de la structure économique qu'elle a pu développer mais c'est parce que, sous ses trois aspects essentiels, elle s'inscrit dans la grande lutte internationale pour le socialisme et la révolution prolétarienne mondiale: - elle a porté au pouvoir le prolétariat russe (dictature sur la bourgeoisie); - elle a brisé l'union sacrée impérialiste (lançant l'appel au défaitisme dans tous les camps); - elle a renoué avec la tradition du marxisme révolutionnaire en fondant la nouvelle Internationale.

Comment furent réalisés ces trois objectifs, comment la révolution internationale n'étant pas survenue, qui conditionnait la possibilité du socialisme en Russie, l'Etat ouvrier russe est entré dans sa phase de dégénérescence entraînant dans sa chute le mouvement communiste international, comment, enfin, cette issue ne constitue pas une infirmation du marxisme, mais au contraire la vérifie, c'est ce que nous aurons à étudier dans nos prochaines réunions.

-!-!-!-!-!-!-